2012

Rapport annuel

Attijari bank société anonyme au capital de 198 741 450 TND – Siège social : Avenue Hédi Karray
Lot N° 12 Centre Urbain Nord – 1080 Tunis – RC B 14081 1997 Tunis – MF 000121 J P M 000
Tél. : 70 012 000 – Fax : 71 750 199 – Adresse SWIFT BSTUTNTT – www.attijaribank.com.tn.

التجاري بنك
Attijari bank

Un engagement, une éthique, des valeurs

Attijari bank s'engage à concilier, dans chacune de ses actions, croissance, rentabilité et progrès social, à travers une culture d'entreprise fondée sur cinq valeurs fédératrices qui inspirent sa démarche stratégique, imprègnent ses principes déontologiques et éthiques et contribuent à définir son identité.

Solidarité

Leadership

Engagement

Éthique

Citoyenneté

SOMMAIRE

LE MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

CHAPITRE 1 — P.6 — CONJONCTURE ÉCONOMIQUE & FINANCIÈRE
- Environnement économique international — P. 08
- Environnement économique national — P. 09

CHAPITRE 2 — P.10 — FAITS MARQUANTS & PRINCIPALES RÉALISATIONS
- Faits marquants — P. 12
- Activité commerciale — P. 14
- Performance & efficience — P. 20

CHAPITRE 3 — P.24 — ACTIVITÉ & RÉSULTATS
- Attijari bank en chiffres — P. 26
- Positionnement de Attijari bank vis-à-vis de la concurrence — P. 29
- Résultats de l'activité et son évolution — P. 30
- Evolution et performance au cours des 5 dernières années — P. 31
- Principaux ratios — P. 34

CHAPITRE 4 — P.35 — PARTICIPATIONS & GROUPE ATTIJARI BANK

CHAPITRE 5 — P.36 — ACTIONNARIAT
- Répartition du capital — P. 38

CHAPITRE 6 — P.40 — ORGANES D'ADMINISTRATION & DE DIRECTION
- Organes d'Administration et de Direction — P. 42
- Commissaires aux comptes — P. 44

CHAPITRE 7 — P.45 — EVOLUTION DE L'ACTION ATTIJARI BANK EN 2012

CHAPITRE 8 — P.46 — AFFECTATION DES RÉSULTATS
- Rappel des dispositions statutaires concernant l'affectation des résultats — P. 48
- Tableau des mouvements des capitaux propres — P. 49

CHAPITRE 9 — P.50 — GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
- Recrutement et intégration — P. 52
- La communication interne — P. 52

CHAPITRE 10 — P.54 — CONTRÔLE INTERNE ET GESTION GLOBALE DES RISQUES
- Contrôle interne — P. 56
- Gestion globale des risques — P. 59

CHAPITRE 11 — P.62 — ATTIJARI BANK : UN ACTEUR ÉCONOMIQUE RESPONSABLE

CHAPITRE 12 — P.66 — ETATS FINANCIERS
- Etats financiers individuels — P. 68
- Etats financiers consolidés — P. 72

CHAPITRE 13 — P.76 — RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
- Rapport général sur les états financiers — P. 77
- Rapport spécial des commissaires aux comptes — P. 79

CHAPITRE 14 — P.83 — RÉSOLUTIONS ADOPTÉES
- Résolutions adoptées par l'assemblée générale — P. 84

MOT DU PRÉSIDENT & DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

M. Hicham SEFFA,
Directeur Général

M. Moncef CHAFFAR,
Président du Conseil d'Administration

Mesdames, Messieurs,

La conjointure économique internationale est demeurée fragile en 2012. La croissance économique est revenue à 3,2% contre 4%, une année auparavant, les échanges mondiaux des biens et services en volume ont augmenté de 2,5% contre 6% en 2011 et les flux d'investissements internationaux ont reculé de 18,3% en 2012 contre une progression de 16,2%, en 2011.

Dans ce contexte mondial difficile, l'économie tunisienne a réussi à renouer avec la croissance (+3,6%) et à sortir progressivement de la récession enregistrée en 2011 (-1,9%). Cette croissance est le résultat de l'effet de rattrapage des secteurs fortement impactés par la révolution, à l'instar du tourisme, des mines, de l'énergie, du transport, accompagnés par une bonne saison agricole. Toutefois, le déficit budgétaire est passé de 3,5% à 5,1%, tandis que celui de la balance des paiements courants s'est aggravé et est passé de 7,3% à 8,1%. Quant à l'inflation, elle a atteint son niveau le plus élevé depuis 1995, soit 5,6%.

En dépit de ces aléas, la Banque Attijari de Tunisie a poursuivi sa dynamique de développement qui place le client au cœur de ses préoccupations. A cet effet, et afin de renforcer la proximité avec ce dernier, elle a poursuivi son programme d'extension du réseau qui s'est enrichi de 6 nouvelles agences portant le nombre total de points de vente à 185, maintenant ainsi sa place en tant que premier réseau bancaire en Tunisie. Par ailleurs, et en vue de mieux satisfaire ses clients, la banque a procédé à l'élargissement de son offre de produits. Ces efforts ont été soutenus par une action de dynamisation commerciale, un reeingneerig des processus d'affaires et le perfectionnement de son système d'information orienté client.

Parallèlement, et dans le prolongement de sa stratégie de développement, le groupe Attijari bank a lancé sa filiale Attijari Assurance. Cette dernière permettra aux clients de bénéficier de toute l'expertise du Groupe et d'une large offre de produits d'assurance vie.

L'accompagnement des clients ne s'est pas limité au niveau national. Il s'est étendu au développement des affaires en Afrique et à l'international et ce, grâce à la forte synergie qui existe avec le Groupe Attijariwafa bank en sa qualité de multinationale panafricaine et premier groupe bancaire et financier du Maghreb, basée au Maroc et opérant dans 22 pays de par le monde.

La stratégie arrêtée par la banque s'est traduite par une amélioration significative des principaux indicateurs, de risque et de rentabilité, dont particulièrement :

- Le PNB qui a enregistré une croissance de 20% pour s'établir à 217,5 MDT ;
- Les dépôts de la clientèle qui ont progressé de 8,3% pour s'établir à 3 591,2 MDT ;
- Les crédits accordés à la clientèle qui se sont inscrits en hausse de 6% pour s'établir à 3 247,7 MDT ;
- Le Résultat Net qui a progressé de 77% pour s'établir à 55,6 MDT.

Hicham SEFFA
Le Directeur Général

La banque a poursuivi son développement en restant à l'écoute du marché, tout en assurant une gestion des risques maîtrisée, à travers des structures, des principes et des processus étroitement liés aux activités de la banque et à la nature des risques.

Ces performances sont le fruit des efforts fournis par les collaborateurs et leur implication pleine et entière. Ces derniers bénéficient d'actions de perfectionnement et de formation dans les divers métiers de la banque.

Sur un autre plan, et pour accompagner son développement, la banque s'est dotée d'un nouveau siège social. Bien plus qu'un nouvel immeuble, il est avant tout un projet fédérateur dont le but est d'harmoniser les énergies de manière à favoriser le bien-être et le confort, aussi bien du personnel que des clients.

Par ailleurs, en tant qu'acteur économique responsable et pour mettre en avant ses valeurs, Attijari bank participe, partage et intervient aux côtés de ceux qui entreprennent et portent avec enthousiasme des projets de vie dans le domaine du savoir, du soutien des jeunes et des énergies renouvelables.

Encore une fois, grâce aux efforts coordonnés et constants de son personnel, la banque a pu relever les défis de l'excellence et réaffirmer son engagement de banque citoyenne et responsable à l'égard de ses employés, ses clients, ses actionnaires et son environnement.

Moncef CHAFFAR
Le Président du Conseil d'Administration

1. CONJONCTURE ÉCONOMIQUE & FINANCIÈRE

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL 08

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE NATIONAL 09

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

L'année 2012 a été marquée par une croissance économique mondiale faible de 3.2% contre 4% en 2011. Cette situation est liée aux difficultés budgétaires des pays de la zone euro suite à la persistance de la crise de la dette.

En 2012, la principale menace pour l'économie mondiale demeure la crise de la zone euro. Les incertitudes entourant l'évolution économique des pays européens pèsent sur la croissance des grands pays émergents. Dans ce contexte le PIB de la zone euro a enregistré une récession de -0.6% en 2012 contre 1.4% en 2011.

La France et l'Allemagne ont affiché une croissance du PIB respectivement de 0% et 0.9%, pour l'Espagne, elle a connue une récession en 2012 avec un PIB en baisse de -1.4%.

Aux Etats-Unis, la croissance économique s'est améliorée enregistrant une augmentation de 2.2% en 2012 contre 1.8% en 2011.

COMMERCE MONDIAL

Le commerce mondial s'est ralenti dans la plupart des grandes économies au cours le l'année 2012. En effet, les volumes des échanges ont évolué de 2.5% en 2012 contre 6% en 2011. Cette situation s'explique principalement par le fléchissement des investissements se traduisant par une baisse des importations du fait de la détérioration de la confiance des chefs d'entreprises dans un contexte marqué par l'intensification des tensions financières et de l'incertitude économique. Quant aux exportations mondiales de marchandises ont affiché une quasi-stagnation, soit 0.6% contre une hausse de 19.6% un an auparavant.

INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX

Les investissements étrangers dans le monde ont reculé de 18.3% en 2012 après avoir connu une augmentation de 16.2% en 2011.
La raison en cause de cette situation est principalement l'incertitude chez les investisseurs dans un contexte macroéconomique marqué par la fragilité politique et la faiblesse de la croissance économique.

POLITIQUES MONÉTAIRES

Les politiques monétaires ont gardé leur assouplissement en 2012 afin de relancer l'activité économique mondiale en gardant des taux d'intérêt directeurs relativement faibles et à travers les opérations d'achat de titres.

POLITIQUES BUDGÉTAIRES

A l'instar de l'année 2011, la politique budgétaire des pays développés a été plutôt axée en 2012 sur la poursuite de l'assainissement des finances publiques. Par conséquent, les déficits budgétaires ont continué à baisser en 2012 pour revenir en moyenne à 5,9% du PIB contre 6,5% en 2011. Ce repli a concerné la majorité des pays, notamment ceux de la Zone Euro (3,6% contre 4,1%),

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE NATIONAL

Des signes d'un rebond de l'activité économique sont apparus au début de 2012 avec une croissance positive de 3.6% contre -1.9% en 2011. Toutefois, ce niveau reste faible en comparaison avec la décennie écoulée où la moyenne annuelle était de près de 5% par an.

Cette croissance a été stimulée par le rebond observé essentiellement dans le tourisme, le transport, les industries chimiques et par une meilleure saison agricole.

Le taux de chômage a enregistré pour ça part une légère baisse de 2.2 points pour ce situer à 16.7%. Toutefois, le taux de chômage touchant les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur est demeuré à un niveau élevé soit 33.2%.

Par ailleurs, l'inflation a atteint le taux de 5.6%, les produits alimentaires ont été les plus affectés par la hausse des prix, surtout avec la dépréciation du dinar vis-à-vis du dollar.

Concernant le déficit commercial, il a augmenté en raison de l'accélération des importations des produits énergétiques, des biens de consommation et des biens d'équipement, en plus de la décélération des exportations qui ont été affectées par le repli de la demande extérieure provenant des pays partenaires européens.

Pour les services marchands, ils ont réalisé en 2012 une légère amélioration progressive et à un degré moindre, les industries manufacturières, outre la réalisation d'une campagne agricole, l'activité des industries non manufacturières a poursuivi sa baisse mais à un rythme moins accéléré que celui de 2011.

Le déficit de la balance des paiements courants porté de 7.3% du PIB en 2011 à 8.1% du PIB en 2012.

Par ailleurs, les flux d'investissements directs étrangers réalisés en 2012 ont représenté 3.5% du PIB contre 2.5% en 2011 et ont contribué au financement de 43.1% du déficit courant contre seulement le tiers en 2011.

Les avoirs nets en devises ont atteint 119 jours à fin 2012, contre 113 jours une année auparavant. En dépit du creusement du déficit commercial, les réserves ont été soutenues par la reprise de l'activité touristique et des IDE ainsi que par la mobilisation d'une enveloppe importante de ressources extérieures. Une partie de l'accroissement des avoirs a été résorbée par l'augmentation de la moyenne des importations par jour à un taux de 13% d'une année à l'autre.

En 2012, le bilan du marché financier tunisien a été globalement négatif en dépit du redressement des principaux indicateurs boursiers, le TUNINDEX a baissé de 3%.

Au niveau du système bancaire, l'année 2012 s'est caractérisée par la relance des dépôts +11.3%, contre 5.1% en 2011 et une augmentation du rythme de progression des crédits de 8.7%, contre 13.2% une année auparavant.

Face à la persistance des tensions inflationnistes et la poursuite du resserrement de la liquidité bancaire, le Conseil d'Administration de la Banque Centrale, dans sa session du 29 août 2012, a décidé de relever de 25 points de base le taux directeur, le portant de 3,5% (en vigueur depuis le 5 septembre 2011) à 3,75%.

Avec l'augmentation du taux d'inflation, les taux d'intérêt réels sont devenus négatifs, ce qui a incité la Banque Centrale à fixer le taux minimum de rémunération de l'épargne (TRE) à 2,5%, à partir du 1er janvier 2013 puis à 2,75%, à compter du 1er avril 2013 et ce, pour préserver les intérêts des petits épargnants.

Source : Rapport Annuel de la Banque Centrale de Tunisie 2012

2. FAITS MARQUANTS & PRINCIPALES RÉALISATIONS

FAITS MARQUANTS 12

ACTIVITÉ COMMERCIALE 14

PERFORMANCE
& EFFICIENCE 20

FAITS MARQUANTS 2012

Outre le transfert des services centraux au nouveau siège social qui a été le principal fait marquant pour l'année 2012, la banque est parvenue à réaliser les objectifs qu'elle s'est assignée aux niveaux commercial et structurel et ce, malgré la persistance des difficultés économiques.

Sur le plan commercial, les efforts consentis se sont soldés par l'extension du réseau d'exploitation et l'amélioration significative des offres de services et produits. Ces efforts ont été soutenus par une action de dynamisation commerciale qui s'est illustrée à travers le lancement de campagnes commerciales et le recours à des actions promotionnelles. La banque a contribué, par ailleurs, à des manifestations commerciales organisées dans différents domaines stratégiques.

L'activité des filiales s'est distinguée en 2012 par la clôture de l'emprunt obligataire de Attijari Leasing et la création de la filiale Attijari Assurance.

Par ailleurs, plusieurs actions ont été entreprises dans le cadre de l'optimisation des processus d'affaires et du système d'information.

DÉVELOPPEMENT DU FONDS DE COMMERCE

A cet effet, deux actions ont été entreprises :

- **Extension du réseau commercial**
  Il a été procédé en 2012, à l'ouverture de 06 nouvelles agences portant ainsi leur nombre total à 185 points de vente, à l'installation de 20 GAB dont 4 GAB de change, ainsi que d'un Box de change à Hammamet Nord.

- **Élargissement et optimisation de l'offre**
  Il s'agit notamment :
  - D'une offre portant sur un ensemble de services personnalisés en faveur de la clientèle des particuliers et des professionnels : **« Pack à la carte »** ;
  - Du relooking du site web **« Attijari Online Trade »** ;
  - De la mise en place d'une offre dédiée aux entreprises offshore : **« Pack offshore »** ;
  - Du relooking du **« Pack Bledi »**.

DYNAMISATION COMMERCIALE

Elle s'est manifestée à travers le lancement de plusieurs campagnes, la commercialisation de nouveaux produits et le recours à des actions promotionnelles :

- En ce qui concerne le lancement de campagnes :
  - Campagne « Challenge Parrainage » : Elle vise à inciter les clients à recommander Attijari bank à leurs proches ;
  - Campagne « Communication Institutionnelle Groupe » : Elle a pour objectif de confirmer le positionnement de la banque qui fait partie d'un groupe international présent dans 23 pays en Afrique qui permet d'accompagner les hommes d'affaires tunisiens dans la conquête de marchés africains ;
  - Campagne « Tunisiens Sans Frontières » : Elle vise à mettre à la disposition des Tunisiens résidant à l'étranger une large gamme de produits assortie d'un suivi permanent ;
  - Campagne des crédits immobiliers « Meftah » : L'objectif de cette campagne est d'aider la clientèle à concrétiser leurs projets immobiliers ;
  - Campagne « Western Union » : Elle a pour but de promouvoir le service transfert de fonds.

- En ce qui concerne les actions promotionnelles :
  - Promotion de la carte « JAMIATI », destinée à répondre aux besoins des étudiants dans l'enceinte universitaire ;
  - Renouvellement de la convention avec la STEG ayant pour objet le financement du programme national de la maîtrise de l'énergie ;
  - Signature d'une convention de partenariat avec Vivo Energy Tunisie consistant à équiper de TPE les stations de service SHELL situées sur l'ensemble du territoire.

Par ailleurs, il a été procédé au relooking du site web de la banque en lui apportant des améliorations substantielles au niveau de l'interactivité avec la clientèle.

PARTICIPATION AUX SALONS & FOIRES

A l'instar des années précédentes, la banque a multiplié ses participations aux salons et foires dont les plus importantes :

- Journées des conventions d'affaires, de l'industrie et de l'innovation ;
- Bâtimaghreb ;
- Salon de l'entreprise ;
- Tunisia Investment Forum ;
- Salon Tunis-Medindustrie ;
- Carrefour d'Affaires et de Technologie ;
- INVESTIA.

Attijari bank a, en outre, sponsorisé les manifestations suivantes :

- Forum International de l'Economiste Maghrébin ;
- Forum de l'ATUGE Tunis 2012 ;
- La journée d'investissement à Kasserine ;
- La journée d'investissement à Kairouan.

ACTIONS DÉPLOYÉES DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION & DU SYSTÈME D'INFORMATION

Les actions entreprises dans ce cadre ont été axées sur le re-engineering des process dans le but d'écourter les délais, de générer l'information utile et de mettre à disposition des données exhaustives. La démarche a touché différents domaines d'activité dont principalement « The custody ».

TRANSFERT DES SERVICES CENTRAUX AU NOUVEAU SIÈGE

Le transfert des services de la banque au nouveau siège social a été le principal fait marquant de l'année 2012 .

A cet effet, un processus adéquat a été mis en place pour assurer le déménagement des différentes structures de la Banque au nouveau siège, dans les meilleures conditions et de manière fluide et sans conséquences sur la continuité de l'activité.

Ce nouveau siège de 42 000 m² de superficie globale comprend outre les espaces dédiés au travail, un auditorium, une grande salle polyvalente, un restaurant et un caféteria.

Situé à quelques minutes du centre ville et à proximité des zones d'affaires convoitées, le nouveau siège social offre la convivialité aussi bien pour les collaborateurs, qui bénéficient ainsi de meilleures conditions de travail, que pour les visiteurs qui disposent d'espace d'accueil approprié.

ACTIVITÉ COMMERCIALE

LA BANQUE DE DÉTAIL

Les activités entreprises à l'échelle de la Banque de détail se sont manifestées aux niveaux suivants :

DÉVELOPPEMENT DU FONDS DE COMMERCE ET POURSUITE DU PROGRAMME D'EXTENSION DU RÉSEAU

Malgré les circonstances postrévolutionnaires, la banque a poursuivi son programme d'extension du réseau pour l'ouverture de six agences soit :

- AGENCE CHARGUIA AEROPORT
- AGENCE RIADH EL ANDALOUS
- AGENCE SOUSSE MENCHIA
- AGENCE KHEIREDDINE
- AGENCE MESSADINE
- AGENCE SOUSSE SAHLOUL 2

Ces nouvelles implantations positionnées judicieusement, ont contribué au développement du chiffre d'affaires et ce, grâce à une meilleure proximité des milieux d'affaires et de la population ciblée.

Avec 185 points de vente à fin 2012, la banque a consolidé sa position de première institution en termes de réseau d'agences.

En même temps, la banque a poursuivi ses efforts dans le cadre du relooking de ses agences à travers l'aménagement au sein des points de vente d'espaces appropriés, convenant à l'accueil et à l'exercice de l'activité. Les aménagements mis en œuvre dans ce cadre ont concerné les agences suivantes :

- AGENCE BACH HAMBA
- AGENCE KAIROUAN
- AGENCE KSAR HELAL
- AGENCE HAMMAM-LIF
- AGENCE TATAOUINE

Sur un autre plan, 20 nouveaux GAB ont été installés, portant ainsi le parc à 196 unités, ce qui a permis de développer davantage les canaux alternatifs, libérer l'espace d'accueil et mieux servir les clients.

NOUVEAUX PRODUITS ET SERVICES MIS EN VENTE EN 2012

PACK A LA CARTE

En vertu du « Pack à la carte », le client bénéficie de plusieurs produits et services personnalisés moyennant une seule souscription qui implique une tarification avantageuse pour l'ensemble de l'offre.

PACK OFFSHORE

S'adressant aux sociétés non résidentes, cette offre comprend un ensemble de produits qui correspondent aux besoins courants de l'entreprise offshore et ce, moyennant des tarifs préférentiels et des traitements spécifiques.

PACK JEUNE DOCTEUR

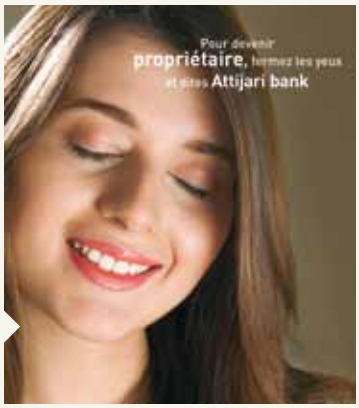
Dédiée aux jeunes médecins en stage d'internat, cette offre permet de répondre à leurs besoins.

LA REFONTE DU SITE WEB ATTIJARI ONLINE TRADE

Attijari Online Trade est un service de banque à distance en vertu duquel les entreprises initient et assurent le suivi de leurs opérations de commerce international.

La refonte vise à améliorer l'ergonomie et les fonctionnalités du site particulièrement au niveau de la sécurité de l'échange d'informations et de la gestion des habilitations et des droits d'accès.

UNE DYNAMIQUE COMMERCIALE AU NIVEAU DES MARCHÉS



Marché des Particuliers

L'année 2012 a été marquée par le lancement de plusieurs campagnes et actions promotionnelles, visant la consolidation du positionnement de la banque et l'amélioration qualitative et quantitative du portefeuille clients :

- Campagne de recrutement des clients du marché des
- particuliers et des professionnels ;
- Campagne de développement des ressources ;
  Action promotionnelle visant la vente des crédits immobiliers.

Marché des Professionnels et des Microsociétés « MSO »

2012 a été une année de consolidation et de développement du Marché des Professionnels et des MSO qui a vu ses chiffres progresser, malgré une conjoncture difficile.

En effet, le développement de ce marché a pu se produire grâce à un accroissement du portefeuille, une collecte plus accrue des dépôts, une activation des conventions sectorielles et un financement plus soutenu par le biais du FONAPRAM.

Marché des PME

La création en 2012 d'une structure dédiée a eu un impact positif sur les dépôts additionnels de la PME, qui ont évolué de 32% par rapport à l'année d'avant.

Au niveau des emplois, l'effort de prospection qui a touché tous secteurs confondus et essentiellement l'immobilier, s'est traduit par une bonne récolte de nouveaux deals.

Marché des tunisiens résidents à l'étranger « TSF »

Deux grandes campagnes de communication ont été lancées et ont eu pour objectifs essentiels le recrutement de nouveaux clients et l'activation du portefeuille existant.

La première campagne a eu lieu en Tunisie, pendant la période estivale, et a été lancée en vue de promouvoir le « Pack Bledi ».

La deuxième a eu lieu en France et a eu comme objectif la dynamisation des transferts et ce, en synergie opérationnelle avec Attijariwafa bank Europe.

D'autres actions de marketing direct ont été lancées en vue d'assurer un contact permanent avec les tunisiens résidant à l'étranger.

Ces différentes actions ont permis le recrutement de nouveaux clients et de générer un dépôt additionnel important.

UNE DIVERSIFICATION DES MÉTIERS DE LA BANQUE, POUR UNE MEILLEURE SATISFACTION DE LA CLIENTÈLE

Attijari Leasing, un positionnement confirmé

Au niveau commercial, l'année 2012 a été pour Attijari leasing l'année de confirmation de son positionnement sur le marché de la place.

A côté de l'ouverture d'une seconde agence à Tunis (au Centre Urbain Nord), la filiale a réalisé des approbations pour un montant de 286MDT contre 238MDT en 2011, soit une évolution de 20% ; les mises en force se sont élevées à 220MDT contre 175MDT, soit un accroissement de 25,7% et l'encours financier a atteint 331MDT contre 273MDT, soit une amélioration de 21,6%.

Ainsi, et à fin 2012 Attijari leasing a confirmé son second rang en termes de parts de marché, de mises en force et d'approbations en réalisant respectivement 15,8% et 16,4% en 2012 contre 14,9% et 16,4% en 2011.

Au niveau de ses résultats, le Produit Net Leasing a enregistré un accroissement net de 27,3%, passant de 12,2MDT en 2011 à 15,5MDT en 2012. Parallèlement, le coefficient d'exploitation s'est amélioré en passant de 33,4% en 2011 à 31,9% en 2012.

afaq

Certificat
Certificate

N°2001/16709.5

ATTIJARI LEASING

SERVICES DE LEASING MOBILIER, IMMOBILIER ET DE FACTORING.

FURNITURE AND PROPERTY LEASING, FACTORING.

ISO 9001 : 2008

2012-10-18 2015-10-17

afnor

D'autre part, l'année 2012 s'est caractérisée par une meilleure maitrise des risques en ramenant le taux des actifs classés de 12,9% en 2011 à 11,8% en 2012.
L'année 2012 a été également marquée par :

- Le renouvellement de la certification ISO 9001 pour la période 2012-2014 du siège et des deux agences de Attijari Leasing ;
- Le maintien de la notation par Fitch Rating (BB+) ;
- La certification financière selon le référentiel MSI 20000.

التجاري تأمين
Attijari Assurance

Attijari Assurance

Dans le sillage de sa stratégie de développement, le groupe Attijari bank a élargi la palette des services financiers offerts à ses clients, en proposant des produits d'assurance-vie couvrant les besoins en prévoyance décès et en épargne.

Cette filiale, d'un capital de 10MDT, a été créée en partenariat avec Wafa Assurance, première compagnie d'assurance et leader en bancassurance sur le marché marocain.

Un plan de développement ambitieux a été arrêté en vue de promouvoir l'activité de la filiale sur le marché local et de renforcer ses assises financières. Dans un premier temps, il est prévu le déploiement du réseau commercial de Attijari bank pour le lancement de ses activités. La mise en place d'un réseau de distribution spécifique et la diversification de ses produits interviendront dans une seconde étape.

LA BANQUE DE FINANCEMENT

L'année 2012 a été caractérisée par des difficultés résultant d'un fléchissement important de l'investissement privé, une accentuation des risques sur le marché du crédit et une contraction des liquidités. Dans ce contexte, la politique de la banque en matière d'engagements a consisté à privilégier la qualité du risque en accompagnant la clientèle qui présente une bonne signature et les nouveaux clients à risque confortable. Cette démarche a conduit à une légère baisse des engagements, ressentie notamment au niveau des crédits à court terme et les crédits d'investissement avec néanmoins un maintien des engagements non productifs à leur niveau de l'année 2011. De leur côté, les engagements par signature (EPS) ont enregistré une baisse de 10 % qui s'explique par un ralentissement vers la fin de l'année des importations des concessionnaires automobiles en raison de l'épuisement de leur quota annuel et de l'apurement des engagements au courant de l'année.

Sur le plan commercial, le fonds de commerce a été enrichi par une cinquantaine de nouvelles relations appartenant à des groupes locaux et des sociétés étrangères de renommée avec un renforcement de l'équipement de la clientèle par des produits de e-banking et de cash management et une consolidation des actions de synergie avec l'ensemble des filiales de la banque (Attijari Leasing, Attijari Finances et Attijari Gestion).

LE MARCHÉ DU COMMERCE EXTÉRIEUR

La balance commerciale de la Tunisie a enregistré en 2012 un déficit d'une grande ampleur. Seulement, malgré la décélération du rythme des exportations tunisiennes, suite notamment à la baisse de la demande européenne, Attijari bank a pu consolider son positionnement sur le marché de l'export, grâce à une progression de 19% des flux captés.

La présence du groupe Attijariwafa bank dans plusieurs pays européens et de l'Afrique Subsaharienne, a permis d'accompagner les opérateurs vers de nouveaux marchés de l'export et de hisser la banque au rang de banque régionale de référence.

A ce titre, Attijari bank a pu faciliter l'installation de plusieurs entreprises tunisiennes au Maroc et en Afrique de l'Ouest, dans le cadre de leur stratégie de délocalisation. L'intervention de la banque dans ce cadre a été l'identification de partenaires locaux, les mises en relation, l'assistance dans la constitution du dossier de transfert du capital, l'ouverture de comptes ...

Par ailleurs et dans le souci d'aider ses clients à saisir les opportunités que présente la reconstruction de la Libye, Attijari bank a participé activement à la foire « Rebuild Libya » organisée à Tripoli.

L' ACTIVITÉ OFFSHORE

Au cours de l'année 2012, Attijari bank a réussi à consolider son positionnement sur le marché offshore par l'enrichissement de son portefeuille de clientèle non résidente.

Ceci a été réalisé grâce à la mise en place d'une batterie d'actions :

- Une dynamique commerciale à travers tout le réseau de la banque ;
- Une étroite collaboration avec les différents organismes institutionnels concernés ;

- Une dynamique de communication dédiée au secteur offshore et ce, à travers le sponsoring et la participation à des événements clés : Investment Forum, Tunis Med-Industrie, Forum Tunisie à Berlin, Planète PME à Paris, Carrefour d'Affaires et de Technologies, Colloque des hommes d'affaires et investisseurs arabes ;
- Rencontres avec les Chambres de Commerce ;
- La mise en place de supports de communication dédiés à l'activité offshore.

LA BANQUE D'INVESTISSEMENT

MARCHÉ DES CAPITAUX

La banque a réussi à se maintenir au même rythme de croissance et ce, malgré une conjoncture économique et politique particulièrement difficile, caractérisée par :

- Un marché international qui demeure volatile ;
- Un marché local, en manque de liquidité, en proie à des tensions inflationnistes permanentes.

Pour pouvoir y faire face, le choix a été axé sur :

- Le recours à une stratégie efficace, solide qui tient compte des aléas du marché ;
- Le déploiement des compétences humaines à la hauteur des challenges du marché ;
- Le renforcement de la confiance de la clientèle de la banque.

Les réalisations enregistrées ont contribué dans une nette proportion dans la composition du PNB de la banque au cours de l'année 2012, ceci traduit l'apport du marché des capitaux en termes de chiffres et de résultats.

ATTIJARI GESTION

En 2012, le climat sociopolitique a été le facteur déterminant de l'évolution du marché financier. Ainsi, les différentes perturbations, enregistrées en particulier durant la deuxième moitié de l'année, ont impacté à la baisse la tendance générale du marché boursier. En effet, les deux indices ont clôturé l'année sur une note négative à -3,02% pour le TUNINDEX et -4,61% pour le TUNINDEX 20. Dans ce contexte fragilisé, Attijari Gestion s'est focalisée sur le développement d'une stratégie de gestion qui lui permet de mieux maitriser le couple (rendement/risque).

En termes de réalisations :

- Avec un rendement annuel de 3,697%, ATTIJARI OBLIGATAIRE SICAV s'est positionnée deuxième sur la place ;
- ATTIJARI PLACEMENTS SICAV et ATTIJARI VALEURS SICAV se sont bien positionnées avec des rendements annuels qui se sont élevés respectivement à 3,54% et 3,40% ;
- ATTIJARI FCP CEA a clôturé l'année avec un rendement de 2,50% ;
- Les performances des trois nouveaux fonds se sont présentées comme suit : Un rendement de 5,81% pour ATTIJARI FCP DYNAMIQUE, un rendement de 5,46% pour ATTIJARI FCP SERENITE et un rendement de 3,84% pour ATTIJARI FCP HARMONIE.

ATTIJARI FINANCES TUNISIE

Au cours de l'exercice 2012, Attijari Finances Tunisie a réalisé un chiffre d'affaires de 620.255 DT, soit une augmentation de plus de 280% par rapport à l'exercice 2011.

Cette augmentation est le résultat d'un important effort commercial auprès des grands groupes tunisiens qui s'est concrétisé par la signature de douze nouveaux mandats.

Attijari Finances Tunisie participe activement à plusieurs rencontres avec les acteurs éminents du marché des affaires en Tunisie et à l'étranger, notamment dans la perspective de nouer des partenariats et d'attirer des investisseurs stratégiques étrangers en Tunisie.

ATTIJARI SICAR

Durant l'année 2012, Attijari Sicar a poursuivi son programme de développement et sa mission d'accompagnement et de financement des PME tunisiennes en fonds propres. Une attention particulière a été attachée aux nouveaux projets en phase d'investissement afin d'assurer le bon déroulement des plannings programmés et éviter les retards de réalisation.

Le nombre d'approbations durant l'année 2012 a porté sur onze nouvelles participations pour une enveloppe globale de 6 946 MDT, orientées principalement vers les secteurs de l'industrie et des services. Toutefois, les mises en place de ces participations ont connu des retards dus essentiellement à des difficultés de financement, des lourdeurs administratives et une certaine réticence de la part des promoteurs.

Au niveau des rétrocessions, l'exercice 2012 a enregistré des sorties pour une enveloppe de 1 435MDT dégageant des plus values nettes de 470 MDT et des revenus sur titres de 946 MDT.

Le résultat net a enregistré une tendance haussière de plus de 21% par rapport à l'année 2011 pour se situer à 1 012 MDT contre 835 MDT une année auparavant.

ATTIJARI INTERMÉDIATION

Après une année difficile marquée par des évènements qui ont négativement impacté le comportement global du marché financier, la tendance générale de la BVMT ainsi que les performances d'investissement sur la place de Tunis, une certaine reprise a caractérisé l'activité sur le marché financier en 2012. Dans ce contexte, Attijari Intermédiation a pu retrouver son rang sur l'activité récurrente parmi le top 5 des intermédiaires en Bourse actifs sur la place clôturant l'année avec une part de marché de 6,5% et un volume d'affaires en progression de 64% par rapport à 2011. Ceci a permis de solder l'exercice 2012 avec un résultat bénéficiaire Net de 507 mDT pour un total produit de 2 685mDT.

Concernant les principales interventions sur le marché des émissions, Attijari Intermédiation a réussi avec Attijari Finances la mise en place de trois emprunts obligataires pour le compte de Attijari Leasing pour un montant global de 70 MDT.

D'un autre côté, Attijari Intermédiation a poursuivi la consolidation de ses projets structurants qui ont eu un impact positif sur son développement, et ce, notamment à travers la promotion de son site web transactionnel sécurisé qui répond aux attentes de la clientèle ainsi que la mise à niveau de son système d'information.

Profitant de son adossement à Attijari bank et d'une meilleure synergie et coopération au sein du groupe, Attijari Intermédiation a participé à plusieurs actions de communication sponsorisées par la banque à travers les stands aménagés dans les foires et salons spécialisés ou généralistes pour promouvoir ses produits et services et développer son activité commerciale.

GÉNÉRALE IMMOBILÈRE DU SUD : « GIS »

Les actions engagées en 2012 se présentent comme suit :

- Travaux de construction du projet immobilier aux Jardins d'El Menzah I ;
  - Contrat de crédit auprès de Attijari bank de 8MDT (déblocage de 2MDT),
  - Commencement et suivi des travaux de construction du projet (avancement des travaux de 20%),
  - Lancement des consultations relatives aux lots suivants :
    - Poste de transformation électrique ;
    - Elévateurs ;
    - Menuiserie Aluminium ;
    - Agencement Cuisine ;
    - Faux-plafonds ;
    - Peinture ;
    - Assurances (responsabilité décennale).
- Vente locaux R1 et R2 sis au rez-de-chaussée de l'immeuble « Tamayouz » ;
- Commercialisation de la résidence « Les Hauteurs d'El Menzah », dont la remise des clefs est prévue pour juin 2014.

GÉNÉRALE TUNISIENNE DE L'INFORMATIQUE « GTI »

LA FILIALE A ASSURÉ :

- Le support des différents systèmes informatiques installés au niveau de la banque et la prise en charge des différentes mises à niveau dans le cadre des nouveaux projets ;
- Le support des filiales Attijariwafa bank africaines et Européennes ;
- L'initiation et le démarrage d'autres travaux :

On Line TRADE : Refonte du système On Line Trade avec prise en charge d'autres fonctionnalités pour offrir une meilleure qualité des services aux clients.

Instruction des dossiers de crédit : Intégration des algorithmes de scoring et du module scannérisation des documents liés à un dossier de crédit.

Mise à niveau du système SBE : Plusieurs travaux d'amélioration des applicatifs et de prise en charge de nouveaux besoins ont été assurés durant l'année 2012.

The Custody : La prise en charge des activités Custody et la mise à niveau de la solution de gestion des opérations boursières.

Bascule temps réel des cartes nationales : Passage du mode de fonctionnement en temps réel des cartes adossées aux comptes en dinars.

Plateforme Recouvrement : Mise en place du système Plateforme recouvrement pour le suivi des impayés.

Entrepôt de données et système d'aide à la décision : Démarrage des travaux d'analyse et de conception afin de mettre en place des outils de reporting vers la fin du premier semestre 2013.

AUTRES TRAVAUX :

Il s'agit essentiellement des projets suivants :

- Mise en place d'un portail qui centralise toutes les déclarations réglementaires BCT ;
- Mise en place de la solution d'inventaire physique ;
- Mise en place du système de refinancement (crédits éligibles aux refinancements) ;
- Intégration des crédits du Personnel sur Delta.

PERFORMANCE & EFFICIENCE

LE SERVICE DE TRAITEMENT CLIENTÈLE

Au cours de l'année 2012 et en plus de ses activités de traitement, de support et de consulting, le STC a pu déployer un bon nombre de projets au niveau de ses back offices visant à poursuivre l'effort d'optimisation des process de traitement, à améliorer la qualité de service rendu à la clientèle et à promouvoir des nouveaux produits et services tout en se conformant aux orientations stratégiques de la banque et en respectant la réglementation en vigueur.

Dans le même ordre d'idées, l'effort s'est axé principalement sur :

- L'optimisation, l'industrialisation et la fluidification des process qui s'est concrétisé par la mise à niveau du système de tarification ;
- L'automatisation du système d'abonnement des charges et des produits ;
- L'automatisation du process de refinancement auprès de la BCT ;
- L'instauration d'un suivi rigoureux de l'activité change billets de banque pour un objectif d'optimisation et de rentabilisation ;
- La généralisation de la mise en place de l'application « Gestion optimisée des encaisses » qui a permis de mieux rationaliser et maîtriser les charges ;
- La mise à niveau du process du traitement des réclamations et le suivi rigoureux des délais de dénouement.

Sur la même lignée, le STC a pris en charge la centralisation des tâches de traitement et de contrôle au niveau du siège afin d'alléger la charge de travail au niveau des points de vente et de favoriser les opérations commerciales.

Soucieux aussi de se conformer à la réglementation, la banque a mis à niveau le process des déclarations réglementaires auprès de la BCT, l'intégration automatique des imputations douanières de la TTN et la création de deux mini-CTR pour respecter au maximum les délais réglementaires de télécompensation en 24H.

Confirmant ses orientations stratégiques d'amélioration de la qualité des services rendus à la clientèle, le STC a déployé des efforts considérables en mettant en production plusieurs projets tels que la mise en place d'indicateurs de suivi de qualité pour les principales opérations des structures du pôle, l'unification du référentiel client pour mieux traiter les ordres émis, l'amélioration des délais de confection des cartes monétiques et l'écourtement des délais d'indemnisation des dossiers des sinistres relatifs à l'assurance vie.

L'ORGANISATION & L'EFFICIENCE OPÉRATIONNELLE

Les principaux projets sont :

INVENTAIRE DES IMMOBILISATIONS

Le projet inventaire physique des immobilisations couvre tout le patrimoine mobilier et immobilier au sein de la banque (agences et départements). Outre l'obligation de se conformer aux dispositions réglementaires, ce projet vise à apporter :

- Une meilleure sécurité au niveau de la conservation et une gestion plus rationnelle du patrimoine ;
- Une valeur probante à la comptabilité ;
- Une information analytique des charges d'amortissement par agence.

Il comprend une mise en place d'une application informatique permettant d'assurer un suivi permanent des immobilisations et de fournir une information fiable et exhaustive.

REFONTE DE L'ACTIVITÉ « CRÉDITS AUX PARTICULIERS »

La refonte de l'activité « Crédits aux Particuliers » repose sur la mise en place d'un nouveau système de crédit scoring qui permet d'atteindre les objectifs suivants :

- L'optimisation du temps commercial en agence en industrialisant l'activité « crédits aux particuliers » ;
- L'amélioration du service rendu à la clientèle en termes de délais de réponse aux demandes reçues ;
- Une meilleure maîtrise du risque de contrepartie ;
- Un contrôle plus efficace du volume de production ;
- Une réduction des impayés.

MISE EN PLACE D'UN GUIDE DES MÉTIERS DU RÉSEAU

Ce projet consiste à doter les collaborateurs au niveau du réseau d'un outil de travail exhaustif qui retrace toutes les opérations au niveau de l'agence.

GESTION DES ARCHIVES

La finalité de ce projet est d'assurer une gestion optimale de la chaîne archivistique à travers l'élaboration d'une procédure y afférente et la conception d'un cahier des charges pour l'acquisition d'une application informatique permettant la gestion optimale des archives.

REFONTE DES PROCÉDURES RELATIVES AUX DÉPASSEMENTS

La refonte réalisée dans ce cadre permet de :

- Rationnaliser la gestion des risques liés à l'activité commerciale à travers la définition des niveaux de forçage par gestionnaire ;
- Améliorer le processus de gestion des dépassements en limitant l'accès à l'intranet et en réduisant le temps de réponse.

REFONTE ET FORMALISATION DES PROCÉDURES DE LA SALLE DES MARCHÉS

Ce projet vise à :

- Sécuriser l'activité au niveau de la salle des marchés par l'intégration du desk middle office ;
- Mieux cadrer l'activité par la revue des procédures.

LA QUALITÉ

A travers la réorganisation de la « Direction Qualité » et l'élargissement de son champ d'action, la banque a donné une impulsion nouvelle à cette entité. En vertu de cette réorganisation, la qualité s'est intégrée à tous les niveaux des activités de la banque avec comme objectif « la satisfaction du client ».

Un ensemble d'indicateurs se rapportant à l'offre, notamment celle destinée aux particuliers, ont été mis en place en vue de mesurer et de suivre le niveau de qualité des services rendus au client.

Des travaux ont été entamés en vue d'instaurer des standards de qualité, qui seront affichés dans les agences.

LA COMMUNICATION EXTERNE

ATTIJARI BANK : ACTEUR ACTIF DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA TUNISIE

Afin de servir ses objectifs stratégiques et renforcer son positionnement en tant qu'acteur actif qui concourt au développement économique du pays, la banque a participé à des événements économiques importants.

Ces événements ont été l'occasion pour développer de nouvelles relations d'affaires avec les professionnels, les entreprises on shore et offshore.

Les actions de communication ont concerné également les régions :

- La banque a contribué au développement régional à travers la participation au Salon de l'entreprise à Sfax et la sponsorisation d'événements économiques au niveau des régions tel que le sponsoring de la conférence relative au développement régional à Kairouan et à Kasserine.
- Elle a sponsorisé, pour la sixième année consécutive, la pépinière de création d'entreprises de Kairouan.

UNE SYNERGIE GROUPE AU SERVICE DES ENTREPRISES TUNISIENNES POUR LA CONQUÊTE DES MARCHÉS EN AFRIQUE

Pour accompagner les entreprises exportatrices tunisiennes dans la conquête des marchés à l'international et notamment sur le continent africain qui présente un potentiel important, et en synergie avec le groupe Attijariwafa bank, Attijari bank a lancé une campagne de communication institutionnelle qui a comme leitmotiv « Le groupe Attijariwafa bank au service d'une Afrique qui avance ». Cette campagne met en valeur la présence du groupe dans 23 pays de l'Afrique et la synergie groupe entre l'ensemble des filiales implantées dans les différents pays du continent.

DES CAMPAGNES INNOVANTES DE COMMUNICATION PRODUITS

Outre la campagne de communication institutionnelle, des actions de communication produits ont été lancées pour accompagner les business units dans la réalisation de leurs objectifs commerciaux :

- Campagne de l'Immobilier ;
- Campagne pour les tunisiens résidant en France ;
- Campagne Western Union ;
- Campagne Parrainage ;
- Campagne Pack Privilège.

En outre, deux campagnes digitales ont été lancées en vue de promouvoir les deux nouveaux sites web, à savoir celui de Attijari Intermédiation, qui permet aux clients d'émettre des ordres d'achat et de vente d'actions à distance et celui de Attijari bank qui s'est transformé en un véritable canal d'informations, d'interaction et de prospection avec des modules interactifs interfacés avec le système d'information de la banque.

LA CONFORMITÉ

L'activité de l'entité du contrôle de la conformité s'est intensifiée au cours de l'année 2012.

Ainsi, à côté des activités habituelles dans le domaine de la conformité réglementaire et la lutte anti-blanchiment, objet des reportings soumis au comité permanent d'audit interne, l'unité a effectué des travaux spécifiques en liaison avec l'actualité du métier, dont notamment :

- Le suivi de la bonne application des dispositions de la circulaire 2011-06 du 20 Mai 2011 sur le renforcement des règles de bonne gouvernance dans les établissements de crédit ;
- l'élaboration dans ce cadre, de la charte de l'administrateur, du règlement intérieur et du code de gouvernance. Ce dernier retrace la manière avec laquelle la banque est dirigée et contrôlée ainsi que les interactions entre les différents intervenants et ce, en conformité avec les meilleures pratiques nationales et internationales ;
- La mise à jour de la charte du contrôle de la conformité ;
- Le suivi des avoirs confisqués par l'Etat tunisien dans le cadre de l'application du décret 2011-13, depuis le déclenchement de l'opération jusqu'à son dénouement.

La direction a contribué aux rencontres sectorielles sur la médiation bancaire, le projet FATCA (Foreign Account Tax Compliance Act) et la vulgarisation des nouveaux textes règlementaires.

Dans le domaine de la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme, l'acquisition d'une solution de filtrage et KYC en partenariat avec Attijariwafa bank Europe a atteint sa phase finale et la signature du contrat est en cours. La mise en œuvre de cette solution est prévue courant du mois de mars 2013.

D'un autre côté, une action rigoureuse de formation et de sensibilisation dans le domaine AML/KYC a eu lieu durant l'année 2012. Elle a touché la quasi-totalité des commerciaux du grand Tunis.

Enfin et en application des termes de l'article 6 de la circulaire 2011-06 relative à la gouvernance dans les établissements de crédit, le contrôle de la conformité est en charge depuis le 1er juillet 2012 du suivi de la bonne application du code de la déontologie.

LA DÉONTOLOGIE

LES EXIGENCES DÉONTOLOGIQUES : SOCLE DE NOTRE CULTURE D'ENTREPRISE ET LEVIER DE PERFORMANCE

En affichant son ambition de se positionner comme acteur majeur dans l'industrie bancaire, la banque s'est engagée à exercer ses activités de manière efficace, responsable et rentable dans le respect de l'éthique.

Les principes, les obligations et les règles spécifiques édictés dans le code de déontologie impactent la qualité des produits et services, la relation clientèle, l'efficacité de l'organisation et le comportement des collaborateurs tout en exprimant les valeurs de la banque : intégrité et honnêteté, respect de l'individu, excellence au service du client, esprit d'équipe et conformité.

Ces valeurs fondatrices, partagées par tous, imprègnent les règles de conduite et régissent la culture et l'identité d'entreprise. Une culture perçue comme facteur de cohésion, de motivation et de performance car elle mobilise les collaborateurs pour la réalisation d'objectifs communs.

3. ACTIVITÉ & RÉSULTATS

ATTIJARI BANK EN CHIFFRES 26

POSITIONNEMENT DE ATTIJARI BANK VIS-À-VIS DE LA CONCURRENCE 29

RÉSULTATS DE L'ACTIVITÉ ET SON ÉVOLUTION 30

EVOLUTION ET PERFORMANCE AU COURS DES 5 DERNIÈRES ANNÉES 31

PRINCIPAUX RATIOS 34

ATTIJARI BANK
EN CHIFFRES

INDICATEURS (en millions de dinars)	2012	2011	2010
ACTIVITE			
Dépôts à la clientèle	3 591,2	3 316,5	3 235,0
Créances sur la clientèle	3 247,7	3 077,1	2 629,4
ASSISE FINANCIERE			
Total bilan	4 439,9	4 169,1	3 877,2
Capital social	198,7	168,8	168,8
Capitaux propres	401,7	348,0	316,3
RESULTATS			
PNB	217,5	181,4	167,4
Frais généraux	112,9	104,1	91,7
RBE	104,6	77,3	75,7
Résultat Net	55,6	31,5	56,6
RATIOS			
Rendement des capitaux propres (ROE) (%)	16,1	9,96	21,79
Rendement des actifs (ROA)	1,25	0,76	1,46
Coefficient d'exploitation (%)	51,9%	57,4%	54,8%
Dépôts / Effectif	2,2	2,1	2,2
Créances sur la clientèle / Effectif	2,0	1,9	1,8
INDICATEURS BOURSIERS			
Cours de l'action au 31 décembre (en TND)	15,440	18,690	21,780
BPA (en TND)	1,400	0,934	1,677
PER	11,029	20,012	12,991
MOYENS			
Effectif banque	1 663	1 600	1 489
Réseau	185	179	169

RESSOURCES CLIENTÈLE

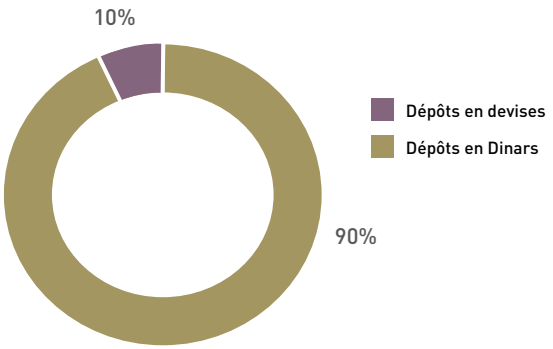
Au terme de l'année 2012, les dépôts et avoirs de la clientèle ont totalisé 3 591,2MDT, en progression de 8,3% par rapport à l'année 2011. Cette évolution est imputable à l'accroissement des dépôts classiques de 15,1% soit une enveloppe additionnelle de 436,9MDT.

	Déc-12	Déc-11	Variation		Déc-10	Variation	
			en MDT	en %		en MDT	en %
Dépôts et avoirs de la clientèle	3 591,2	3 316,5	274,8	8,3	3 235,0	81,5	2,5
Dépôts classiques	3 333,9	2 897,0	436,9	15,1	2 650,1	246,9	9,3
Dépôt à vue	1 302,1	1 094,4	207,6	19,0	1 042,0	52,4	5,0
Epargne	1 420,6	1 200,3	220,3	18,4	1 042,0	158,3	15,2
Dépôt à terme	611,3	602,3	9,0	1,5	566,2	36,1	6,4
Autres sommes dues à la clientèle	93,7	86,0	7,7	9,0	77,1	8,9	11,5
Certificat de dépôt	163,6	333,5	-169,9	-50,9	507,7	-174,2	-34,3

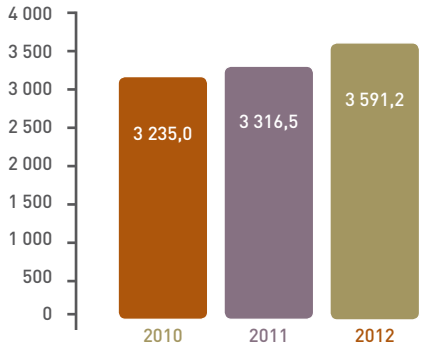
Analysée par nature, l'évolution des dépôts classiques découle de l'amélioration simultanée des dépôts à vue de 19% (+207,6 MDT) et de l'épargne de 18,4% (+220,3 MDT). En revanche, les dépôts à terme ont connu une évolution de 1,5% contrairement aux certificats de dépôt qui ont diminué de 50,9% traduisant ainsi l'objectif de la banque visant à développer les ressources les moins onéreuses.

Analysée par devise, la structure des dépôts au 31 décembre 2012 se présente comme suit :

RÉPARTITION DES DÉPÔTS PAR TYPE DE DEVISE



EVOLUTION DES DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE



RESSOURCES À MOYEN ET LONG TERMES

L'encours des ressources à moyen et long terme est passé de 87MDT à fin décembre 2011 à 76MDT à fin décembre 2012, ce qui correspond à une baisse de 11MDT provenant en grande partie du remboursement de l'échéance de l'emprunt obligataire de 50MDT.

CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres de la banque s'élèvent à 402MDT en amélioration de 15%, en comparaison avec l'année précédente.

CONCOURS À L'ÉCONOMIE

CRÉDITS PAR DÉCAISSEMENT

Au 31 décembre 2012, l'encours des crédits nets à la clientèle se chiffre à 3 247,7MDT, en hausse de 5,5% par rapport à l'année 2011.

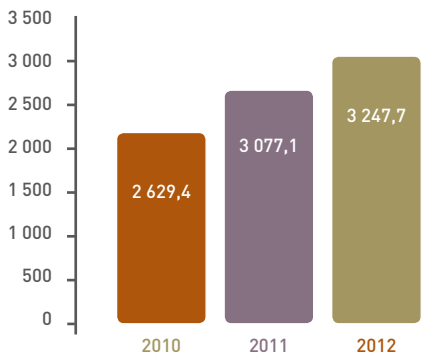
	Déc-12	Déc-11	Variation		Déc-10	Variation	
			en MDT	en %		en MDT	en %
Crédits par décaissement	3 247,7	3 077,1	170,6	5,5	2 629,4	447,8	17,0
Crédits sur ressources ordinaires	3 240,0	3 065,7	174,3	5,7	2 617,3	448,4	17,1
Comptes débiteurs	127,1	126,2	0,8	0,7	162,1	-35,9	-22,1
Crédit en portefeuille	2 936,6	2 801,7	135,0	4,8	2 321,0	480,6	20,7
Portefeuille CT	794,7	893,2	-98,5	-11,0	776,6	116,7	15,0
Portefeuille MLT	2 125,8	1 883,5	242,4	12,9	1 538,2	345,3	22,4
Autres crédits *	176,3	137,8	38,5	27,9	134,2	3,7	2,7
Crédits sur ressources spéciales	7,7	11,4	-3,7	-32,5	12,1	-0,6	-5,4

* Notamment les crédits impayés et les créances contentieuses nettes de provisions et d'agios réservés.

Cette augmentation a été réalisée essentiellement par les crédits à moyen et long terme soit +242,4MDT (+12,9%).

Quant aux crédits à court terme, ils ont enregistré une régression de -11% pour se situer à 794,7MDT.

EVOLUTION DES CRÉDITS À LA CLIENTÈLE



ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

A fin 2012, les engagements par signature en faveur de la clientèle totalisent 461MDT, en baisse de 15% par rapport à l'année précédente. Cette baisse s'est traduite comme suit :

- Les avals et cautions et autres garanties en faveur de la clientèle : -49MDT soit -17% ;
- Les crédits documentaires : -35MDT soit -14%.

PORTEFEUILLE TITRES

Le portefeuille titres de la banque s'est accru de 37MDT soit +10% pour atteindre 399MDT à fin décembre 2012 et ce, suite à l'évolution du portefeuille titres commercial de 29MDT (+10%) et du portefeuille titres d'investissement de 8MDT (+14%).

IMMOBILISATIONS

L'actif immobilisé net d'amortissement a été à fin décembre 2012 de 156MDT enregistrant ainsi une régression de 5MDT soit -3% par rapport à l'année précédente.

POSITIONNEMENT DE ATTIJARI BANK
VIS-À-VIS DE LA CONCURRENCE

	Encours déc-12 en MDT	Evolution 2012 / 2011	Evolution sectorielle	Part de marché[1] 2012	2011
Dépôts et avoirs de la clientèle	3 591	8,3%	8,8%	9,10%	9,20%
Epargne [2]	1 414	18,4%	13,1%	11,9%	11,4%
Dépôts à vue [2]	1 300	19,0%	8,3%	9,4%	8,6%
Crédits par décaissement	3 248	5,5%	6,7%	8,1%	8,1%
Marge d'intérêts	117,4	24,5%	12,0%	9,5%	8,6%
Marge sur commissions	60,9	21,6%	11,3%	13,0%	11,9%
Produit net bancaire	217,5	19,9%	10,7%	10,2%	9,4%

[1] Part de marché calculée sur la base des banques suivantes (BIAT, Amen bank, BT, UIB, UBCI, ATB, STB, BNA et BH).
[2] Hors intérêts courus non échus.

RÉSULTATS DE L'ACTIVITÉ
ET SON ÉVOLUTION

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

LE PRODUIT NET BANCAIRE

Au terme de l'année 2012, le Produit Net Bancaire de la banque s'est établi à 217,5MDT contre 181,4MDT à fin décembre 2011 traduisant une hausse de 36,1 MDT soit 19,9%. Cette évolution provient essentiellement de la progression de la marge d'intérêt globale et de la marge sur commissions respectivement de 24,5% et 21,6%.

La formation du PNB est ventilée comme suit :

	Déc-12	Déc-11	Variation		Structure	
			en MDT	en %	2012	2011
Marge d'intérêt globale	117,4	94,3	23,1	24,5%	54,0%	52,0%
Marge sur commissions	60,9	50,1	10,8	21,6%	28,0%	27,6%
Résultat des opérations de marché	39,1	37,0	2,1	5,7%	18,0%	20,4%
Produit Net Bancaire	**217,5**	**181,4**	**36,1**	**19,9%**	**100%**	**100%**

LA MARGE D'INTÉRÊT GLOBALE

Contribuant à hauteur de 54% dans la formation du Produit Net Bancaire (PNB), la marge d'intérêt globale progresse de 24,5% pour atteindre 117,4MDT.
Les intérêts et revenus assimilés ont connu un accroissement de 6% pour se situer 211MDT attribués notamment à la progression des intérêts et revenus assimilés perçus sur opérations avec la clientèle. Quant aux intérêts et charges assimilés, ils affichent une régression de 11% pour s'établir à 94MDT.

LA MARGE SUR COMMISSIONS

Représentant 28% du PNB, la marge sur commissions évolue de 21,6% soit 60,9MDT due à l'élargissement et la commercialisation d'une offre de produits et services innovants.

LE RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ

A fin décembre 2012, le résultat des opérations de marché s'est situé à 39,1MDT en progression de 5,7% par rapport à son niveau une année auparavant. Cette variation provient principalement du résultat sur opération de change +13,4% et de l'amélioration des dividendes perçus sur le portefeuille titres d'investissement s'établissant à 5,5MDT en 2012 contre 4,7MDT en 2011.

LES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

Au titre de l'année 2012, les charges générales d'exploitation enregistrent une augmentation de 8% pour s'établir à 112,9MDT.

Cette variation est due à la hausse des charges du personnel de 8% soit 71,3MDT (sous l'effet combiné de l'augmentation salariale et du renforcement des effectifs) et des charges d'exploitation de 11% pour atteindre 29,3MDT.

Compte tenu de l'évolution du PNB à un rythme plus rapide que celui des charges d'exploitation, le coefficient d'exploitation s'est amélioré de 550 points de base pour s'établir à 51,9%.

LE RÉSULTAT NET

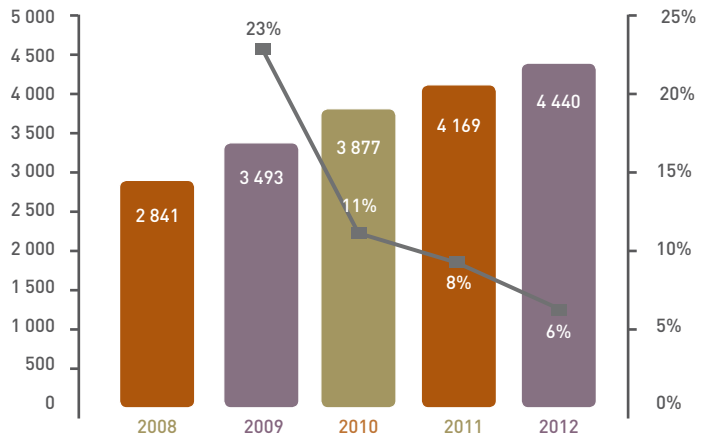
Le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) s'est amélioré de 35% passant de 77,3MDT en 2011 à 104,6MDT en 2012. L'impôt sur les bénéfices s'établit à 27MDT contre 17,5MDT l'année précédente. Il en résulte un Résultat Net de 55,6MDT en hausse de 77%.

EVOLUTION ET PERFORMANCES
AU COURS DES 5 DERNIÈRES ANNÉES

TOTAL BILAN

A fin 2012, le total bilan s'établit à 4 440MDT contre 2 841MDT en 2008, soit un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 11,8% par rapport à 2011.

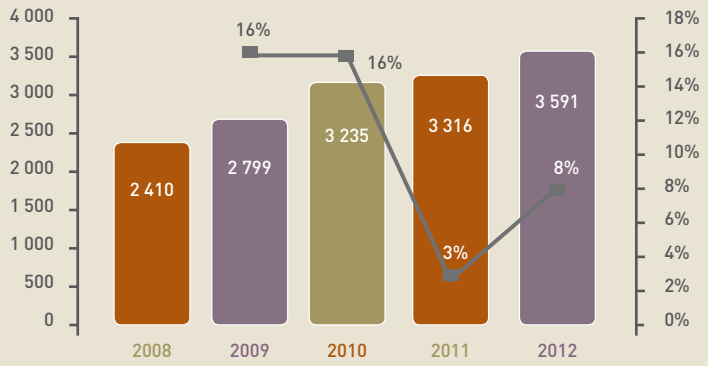
EVOLUTION DU TOTAL BILAN DURANT LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES



LES DÉPÔTS ET AVOIRS DE LA CLIENTÈLE

L'observation de la période sous revue dégage que le TCAM des dépôts et avoirs de la clientèle se situe à 10,5% pour totaliser la somme de 3 591MDT.

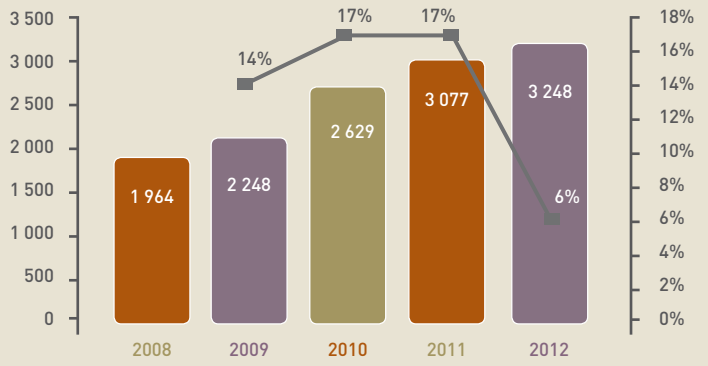
EVOLUTION DES DÉPÔTS DURANT LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES



LES CRÉDITS PAR DÉCAISSEMENT

Durant la même période, les crédits par décaissement affichent un taux de croissance annuel moyen de 13,4% atteignant 3 248MDT à fin 2012.

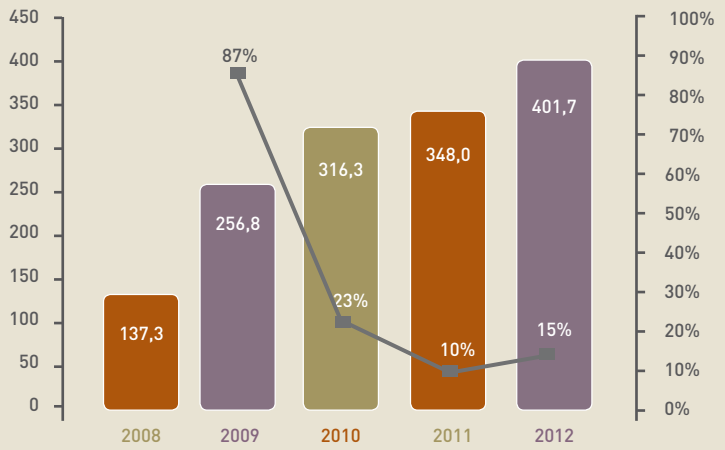
EVOLUTION DES CRÉDITS DURANT LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES



CAPITAUX PROPRES

Durant les cinq dernières années, les capitaux propres de la Banque affichent un taux de croissance annuel moyen de 30,8% pour atteindre 401,7MDT en 2012 contre 137,3MDT en 2008.

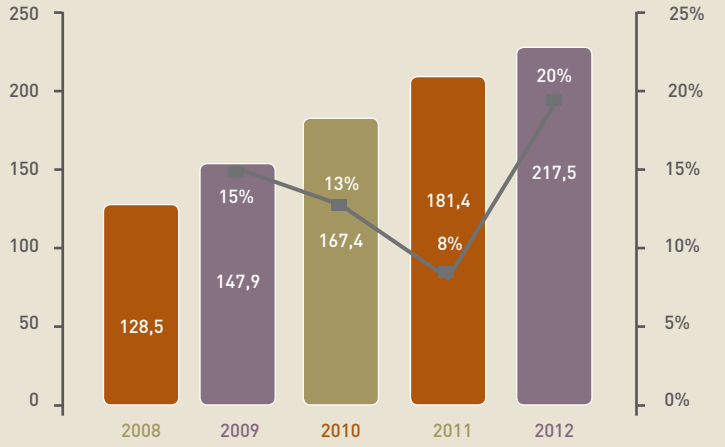
EVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES DURANT LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES



PRODUIT NET BANCAIRE

Le Produit Net Bancaire s'est situé à fin décembre 2012 à 217,5MDT en progression annuelle moyenne de 14%.

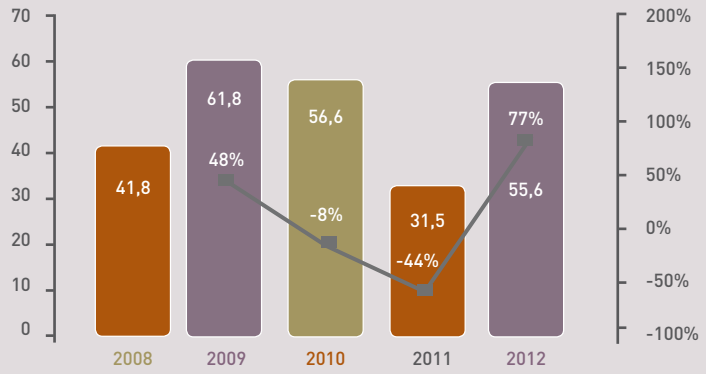
EVOLUTION DU PNB DURANT LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES



RÉSULTAT NET

Le résultat net affiche un taux de croissance annuel moyen de 7,4% pour atteindre 55,6MDT en 2012.

EVOLUTION DU RÉSULTAT NET DURANT LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES



PRINCIPAUX RATIOS

	en kTND	2008	2009	2010	2011	2012
Productivité	Dépôts / effectif	1 618	1 898	2 173	2 073	2 159
	Crédits / effectif	1 318	1 524	1 766	1 923	1 953
	PNB / effectif	86	100	112	113	131
	Coefficient d'exploitation	53,3%	53,0%	54,8%	57,4%	51,9%
	(en %)	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**
Rentabilité	Résultat Net / PNB	32,5%	41,8%	33,8%	17,4%	25,6%
	ROE	43,8%	31,7%	21,8%	10,0%	16,1%
	ROA	1,47%	1,77%	1,46%	0,76%	1,25%
	(en %)	**2008**	**2009**	**2010**	**2011**	**2012**
Risque	Ratio de liqudité	127,8%	116,0%	102,0%	90,0%	94,8%
	Ratio de solvabilité	4,61%	8,69%	11,48%	12,22%	12,57%
	Taux des actifs classés	13,0%	9,6%	8,5%	8,9%	9,5%
	Taux de couverture des actifs classés	51%	64,2%	64,4%	66,2%	68,9%

4. PARTICIPATIONS & GROUPE ATTIJARI BANK

Société	Domaine d'activité	Capital en DT	% Contrôle 2012
Attijari Intermédiation	Intermédiation boursière	5 000 000	99,99%
Attijari Recouvrement	Recouvrement des créances	1 000 000	99,91%
Attijari Sicar	Investissement	26 455 500	70,23%
GTI	Ingénierie informatique	400 000	66,25%
GIS	Promotion immobilière	3 000 000	29,90%
Attijari Leasing	Crédit Bail	21 250 000	65,32%
Attijari Gestion	Gestion d'OPCVM	500 000	99,86%
Attijari Immobilière	Promotion immobilière dans le cadre d'achat des biens hypothèqués	150 000	99,98%
Attijari Finances Tunisie	Consulting dans le domaine financier	1 000 000	24,94%

5. ACTIONNARIAT

RÉPARTITION DU CAPITAL 38

RÉPARTITION DU CAPITAL

Le capital social est de 198.741.450 dinars répartis en 39.748.290 actions nominatives, d'une valeur nominale de 5 dinars chacune, entièrement libérées.

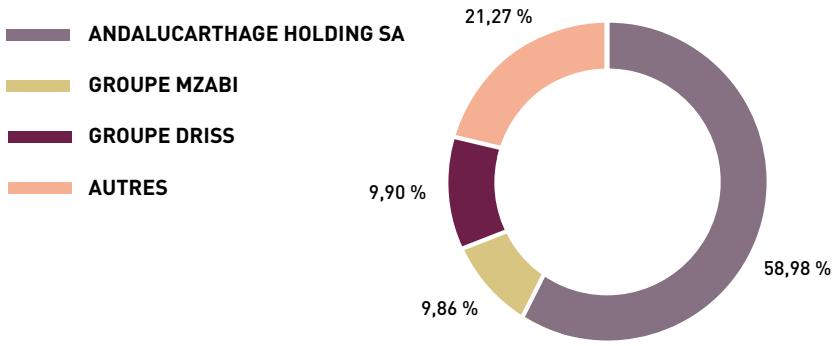
Le droit préférentiel de souscription des actions nouvelles est réservé aux actionnaires, en cas d'augmentation, sauf décision contraire prise par l'AGE.

Les actions sont ordinaires et nominatives. Les versements y afférents sont constatés par les certificats conformément à la législation en vigueur. De même, les actions sont librement négociables dans les conditions et selon les procédures légales en vigueur.

Chaque action donne droit à une part de bénéfices proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

A- Actionnaires Tunisiens	**16.304.680**	**41,01 %**
Résidents	**16.304.680**	
Personnes morales et physiques	16.304.680	
B- Actionnaires Etrangers	**23.443.610**	**58,98 %**
Non Résidents	**23.443.610**	
Total	**39.748.290**	**100 %**

Structure du capital social au
31 décembre 2012



Ainsi, Attijari bank compte parmi ses actionnaires des entreprises d'envergure internationale, avec lesquelles elle développe de multiples synergies, notamment en termes d'expertise et de création de valeurs.

ACTIONNAIRE DE RÉFÉRENCE : ATTIJARIWAFA BANK

A travers la participation de la société Andalucarthage holding, Attijariwafa bank est l'actionnaire de référence qui détient la majorité des droits de vote et assure le contrôle de l'institution. Attijariwafa bank est le premier groupe bancaire et financier du Maghreb, de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) et la CEMAC (Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale). En plus de l'activité bancaire, le Groupe opère, à travers des filiales spécialisées, dans tous les métiers financiers : assurance, crédit immobilier, crédit à la consommation, leasing, gestion d'actifs, intermédiation boursière, conseil, factoring...

Attijariwafa bank est basée au Maroc et opère dans 22 pays : en Afrique (Tunisie, Sénégal, Burkina Faso, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Côte-d'Ivoire, Congo, Gabon et Cameroun) et en Europe (Belgique, France, Allemagne, Pays-Bas, Italie et Espagne) à travers des filiales bancaires, ainsi qu'à Dubaï, Riyad, Londres, Shanghai et Tripoli à travers des bureaux de représentation.

Réseau et effectifs au
31 décembre 2012

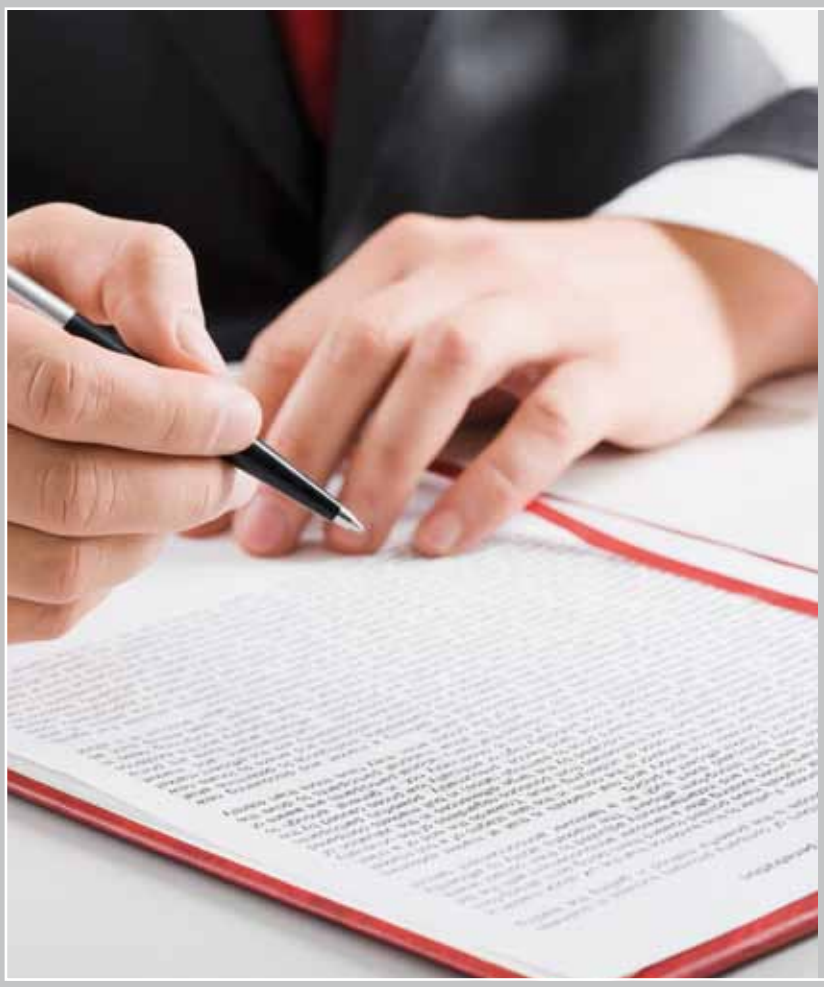
2882
AGENCES

- **2269** agences au Maroc
- **188** agences au Maghreb Arabe
- **58** points de vente en Europe et au Moyen Orient
- **285** agences en Afrique de l'Ouest
- **82** agences en Afrique Centrale

22
PAYS

15289
COLLABORATEURS

6. ORGANES D'ADMINISTRATION & DE DIRECTION



ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION 42

COMMISSAIRES AUX COMPTES 44

ORGANES D'ADMINISTRATION
ET DE DIRECTION

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- détient les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet ;
- assure la surveillance effective de la gestion de la banque par l'organe de direction ;
- veille à la mise en place et au bon fonctionnement du système de contrôle interne et du système de contrôle de la conformité ;
- établit les règlements intérieurs de la société ;
- fixe la composition et nomme les membres de tous les comités qui lui sont rattachés ;
- consent toutes les hypothèques, nantissements, délégations, cautionnement et autres sur les biens de la société ;
- autorise toute convention passée directement ou indirectement ou par personne interposée entre l'établissement de crédit et les personnes ayant des liens avec lui ;
- convoque les assemblées générales ;
- arrête les états financiers individuels et consolidés et les rapports de gestion général et spécial ;
- autorise les acquisitions, les échanges et la vente de tous biens ;
- fonde toute société ;
- fixe la rémunération du directeur général et du (ou des) directeur(s) général (aux) adjoint(s).

Le conseil d'administration peut déléguer certains pouvoirs au Directeur Général de la banque avec faculté de sous-délégation.

LES COMITÉS D'ASSISTANCE

En application des dispositions de la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie 2011-06 du 20 mai 2011, la banque dispose de quatre (04) comités d'assistance rattachés au Conseil d'Administration. Des chartes spécifiques ont été élaborées et approuvées par le Conseil d'Administration dans sa session du 14 décembre 2012.

La composition, la mission et la périodicité des réunions de ces comités se présentent comme suit :

a. Le comité permanent d'audit interne

- **Composition :** Président : M. Edouard ESPARBES
  Membres : Mme Zohra DRISS BOUSLAMA
  M. José REIG ECHEVESTE

- **Mission :** Il veille au bon fonctionnement du système de contrôle interne et assure la supervision des activités entreprises dans ce domaine. A cet effet, il analyse les questions soulevées dans le cadre des rapports d'audit, propose des orientations stratégiques et fournit des recommandations.

b. Le comité exécutif de crédit

- **Composition :** Président : M. Boubker JAI
  Membres : M. Mounir OUDGHIRI
  M. Hicham SEFFA

- **Mission :** Sa mission consiste à apprécier la politique de la banque en matière de crédit et à examiner l'activité de financement compte tenu de la stratégie arrêtée dans ce domaine. La mission du comité s'étend à l'appréciation et l'examen des prêts accordés aux parties liées.

  En termes d'encaisses de crédits au 31 décembre 2012, les administrateurs de Attijari bank (Groupe Driss et Groupe Mzabi) bénéficiaient d'un total brut de 43 Millions TND : 20 Millions TND pour le Groupe Driss et 23 Millions TND pour le groupe Mzabi.

c. Le comité des risques

- **Composition :** Président : M. Hassan OURIAGLI
  Membres : M. M'zoughi M'zabi
  M. Mohamed Ali BAKIR
  M. Moncef CHAFFAR

- **Mission :** Le comité des risques a pour mission fondamentale de proposer au conseil d'administration une stratégie et une politique en matière de risque, compte tenu de la politique du groupe dans ce domaine. La finalité de sa mission est d'aider le Conseil d'Administration à maîtriser la situation des risques au sein de la banque et à prendre les décisions qu'il juge nécessaire pour la prémunir contre tout ce qui pourrait rejaillir négativement sur son activité et ses résultats.

d. Le comité de la nomination et de la rémunération

- Il propose la rémunération et les indemnités des dirigeants de la banque. Composé de deux membres du conseil d'administration, à savoir M. Mohamed EL KETTANI et M. Boubker JAI.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

Nommé par le conseil d'administration pour une durée déterminée, il :

- assume sous sa responsabilité la direction générale de la société ;
- assure les pouvoirs qui lui sont délégués par le conseil d'administration ;
- assure l'application de la politique générale de la banque.

Le directeur général peut être assisté d'un ou plusieurs directeurs généraux adjoints et peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs ;

LES COMITÉS INTERNES

- **Le comité de direction générale** définit les orientations stratégiques de la banque et les objectifs d'activité à atteindre.
- **Le comité de crédit** étudie les demandes de financement et statue sur la qualité du risque.
- **Le comité de recouvremen**t arrête la politique de la banque en matière de recouvrement et prend les décisions utiles en coordination avec toutes les unités du réseau.
- **Le comité ALM** mesure et gère les risques globaux bilanciels en matière de taux, liquidité et change et fixe les orientations permettant d'assurer la rentabilité des fonds propres.
- **Le comité des ressources humaines** trace la politique générale des ressources humaines et valide les stratégies y afférentes. Il assure le suivi des indicateurs de performance des ressources humaines et veille à la préservation d'un bon climat social.
- **Le comité exécutif** veille à la mise en œuvre des plans d'actions annuels et des budgets qui en découlent, suit l'évolution de l'activité de la banque et la réalisation de ses objectifs. Le comité veille en outre à la gestion cohérente de la politique de communication, aussi externe qu'interne.

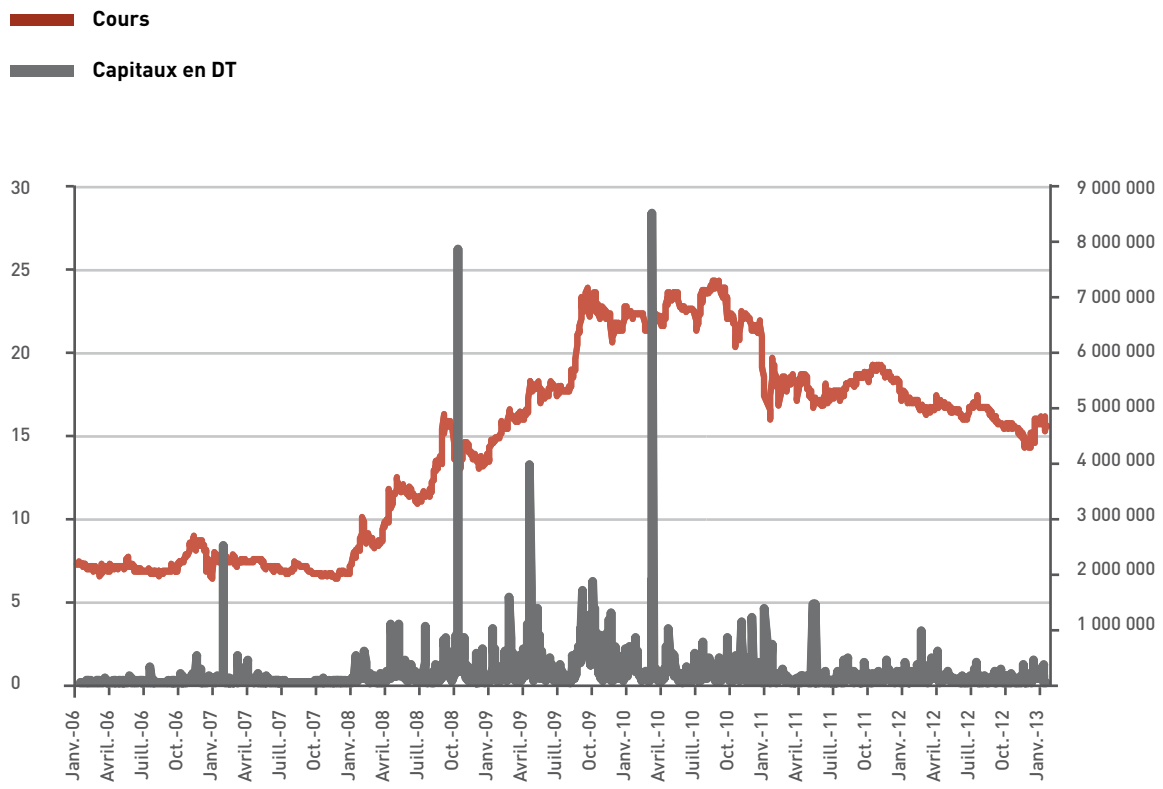
LES COMITÉS D'APPUI

- **Le comité d'audit général** examine les rapports établis par les structures d'audit et prend des décisions dans le cadre du renforcement du système et de l'amélioration des activités de contrôle interne.
- **Le comité de synergie et de développement** se prononce sur les questions qui nécessitent une coordination entre les composantes du Groupe Attijari bank et les questions qui se rapportent à la stratégie de développement.

COMMISSAIRES
AUX COMPTES

Les états financiers de Attijari bank arrêtés au 31/12/2012 ont fait l'objet d'un audit légal mené par le cabinet MAZARS (dont la mission prendra fin avec la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire pour l'exercice comptable 2014) et le Cabinet Neji Fethi (dont la mission a pris fin le 31/12/2012).

7. EVOLUTION DE L'ACTION ATTIJARI BANK



8. AFFECTATION DES RÉSULTATS

RAPPEL DES DISPOSITIONS STATUTAIRES CONCERNANT L'AFFECTATION DES RÉSULTATS 48

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES 49

RAPPEL DES DISPOSITIONS STATUTAIRES
CONCERNANT L'AFFECTATION DES RÉSULTATS

Le résultat comptable net est dégagé conformément à la législation comptable en vigueur.

Le bénéfice distribuable est constitué du résultat comptable net majoré ou minoré des résultats reportés des exercices antérieurs, et ce, après déduction :

1- De 5% du bénéfice déterminé par la loi au titre de réserves légales. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve sera en dessous du dixième requis.

2- D'une réserve prescrite par des textes législatifs spéciaux ou par les statuts dans la limite des taux qui y sont fixés.

Sur ce bénéfice distribuable pourra être prélevé la somme nécessaire pour servir aux actions un premier dividende de 6% sur le capital libéré et non amorti, sans que les actionnaires puissent le réclamer sur les bénéfices des années conséquentes, si les bénéfices d'une année n'en permettent pas le paiement.

Sur l'excédent disponible, l'Assemblée Générale Ordinaire aura le droit, sur proposition du Conseil d'Administration, de prélever toutes sommes qu'elle juge convenables, soit pour être portées à un ou plusieurs fonds de réserve généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi, soit pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant.

Le surplus pourra être servi aux actionnaires à titre de superdividende.

Les dividendes sont payés aux dates et lieux fixés par le Conseil d'Administration entre les mains du titulaire des actions ou son mandataire muni d'une attestation déterminant le nombre des titres qu'il détient, délivrée par la société ou par un intermédiaire agrée.

Ceux non réclamés dans les cinq ans de leur exigibilité sont prescrits.

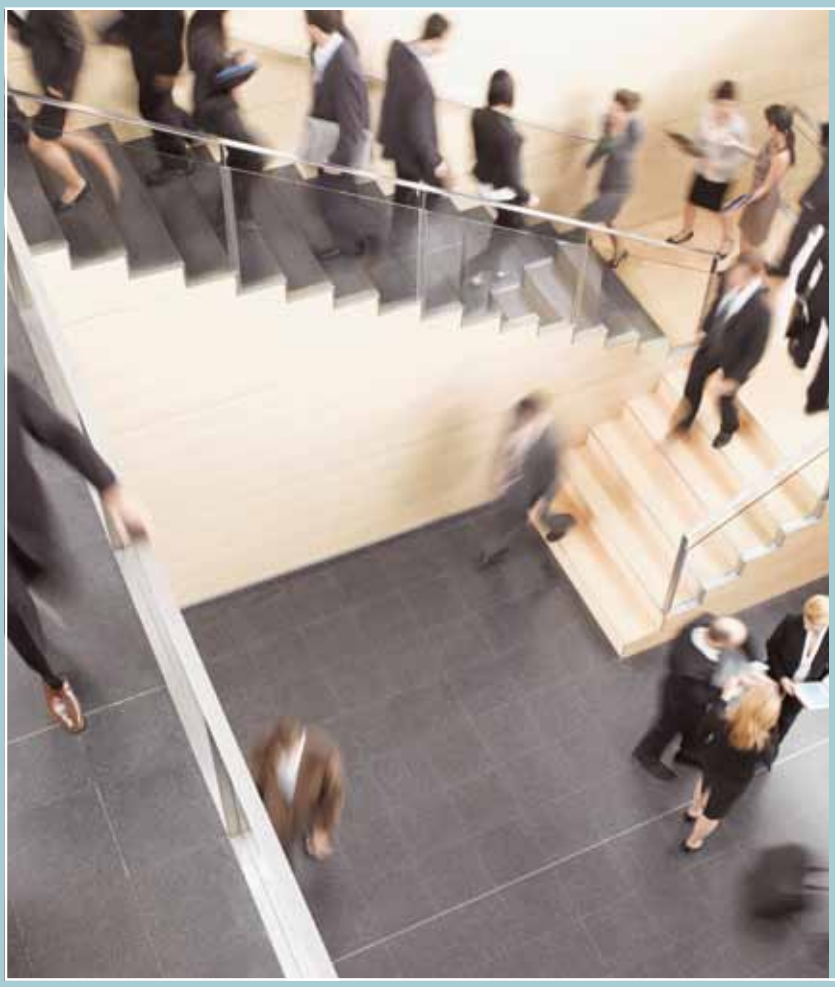
TABLEAU DES MOUVEMENTS
DES CAPITAUX PROPRES

Unité: k DT

	Capital souscrit	Primes liées au capital	Réserves légales	Autres réserves	Réserve à régime fisc particulier	Fonds social	Ecart de réévaluation	Titres assimilés à des capitaux propres	Résultats reportés	Résultat de la période	Total
Situation des capitaux propres au 31.12.11	**168 750**	**59 700**	**7 503**	**1 793**	**399**	**15 536**	**3 646**	**83 669**	**(24 482)**	**31 521**	**348 035**
Affectation résultat bénéficiaire 2011											
Réserves			352							-352	0
Dividendes										-5 962	-5 962
Report à nouveau									25 207	-25 207	0
Situation des capitaux propres après affectation	**168 750**	**59 700**	**7 855**	**1 793**	**399**	**15 536**	**3 646**	**83 669**	**725**	**0**	**342 073**
Augmentation de capital par conversion de l'OCA	29 991	59 983						-83 669			6 305
Variation du fonds social						(2 277)					(2 277)(*)
Résultat de la période										55 647	55 647
Situation des capitaux propres au 31.12.12	**198 741**	**119 683**	**7 855**	**1 793**	**399**	**13 258**	**3 646**	**0**	**725**	**55 647**	**401 747**

* En 2011, un montant de 2560 KDT relatif aux intérêts sur crédits sur fonds social a été constaté à tort au niveau des capitaux. Ce montant a fait l'objet de reclassement en 2012 au niveau des autres actifs.

9. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES



RECRUTEMENT ET INTÉGRATION 52

LA COMMUNICATION INTERNE 52

RECRUTEMENT & INTÉGRATION

POURSUITE D'UNE POLITIQUE VOLONTARISTE DE RECRUTEMENT

Résolument tournée vers l'avenir, Attijari bank ne cesse de renforcer son attractivité auprès des jeunes notamment en développant son offre de contrats en Insertion Professionnelle ou encore de stages.

En effet, avec plus de 100 recrutements en 2012, la banque conforte sa position en tant qu'employeur important du secteur bancaire tunisien.

UNE POLITIQUE DE GESTION DES CARRIÈRES AU CŒUR DE LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT

Le Groupe dont le développement s'appuie sur celui de ses collaborateurs, s'attache à identifier leurs compétences effectives et potentielles, et les aide à les développer. A ce titre, des outils pédagogiques innovants ont été déployés courant 2012 afin de permettre aux collaborateurs concernés d'acquérir de nouvelles compétences et de les accompagner à chaque changement de métier ou mobilité.
Cette démarche déjà initiée sera complétée par un dispositif d'accompagnement individuel des carrières à travers l'affectation des Conseillers en Mobilité Carrière en charge du suivi personnalisé de l'évolution professionnel de chaque collaborateur.

UNE POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION BASÉE SUR LA PERFORMANCE

Pour accompagner son développement, la banque procède continuellement à la motivation et à la fidélisation de ses collaborateurs, en leur assurant notamment une rémunération globale incitatrice. Celle-ci est composée d'une partie en numéraire qui rétribue la performance et comprend des avantages en nature.
A ce titre, un Pacte Social a été négocié et signé avec les partenaires sociaux, axé sur un montant d'intéressement minimum et la révision des taux d'intérêts sur les crédits accordés au personnel.

LA COMMUNICATION INTERNE : ACCOMPAGNEMENT ET COHÉSION

Poursuivant une stratégie fédératrice et favorisant une dynamique d'accompagnement aux projets menés par la banque, la communication interne a consolidé ses actions de communication tout au long de l'exercice 2012 pour plus de proximité, de cohésion et de partage.

Dans ce cadre, des rencontres et réunions inter-équipes, multi-métiers et inter-régions ont été organisées pour sensibiliser et faire adhérer les collaborateurs aux différents projets structurants engagés par la banque. En parallèle et afin de développer l'échange dans le cadre d'un dialogue constructif entre les collaborateurs et le management, plusieurs rencontres avec le Directeur Général ont eu lieu.

La communication interne a également été relayée à travers les divers supports de communication véhiculés

via le portail intranet de manière continuelle.

2012 a été également marqué par le commencement du déploiement des effectifs au nouveau siège social de la banque. Dans ce cadre, la communication interne a assuré un rôle d'accompagnement au changement et de relais de l'information en coordonnant avec les différentes structures métiers impliquées. Un dispositif de conduite du changement a été mis en œuvre.

LA FORMATION, VALORISATION DES PERFORMANCES

Dans le cadre du plan stratégique de formation à forte valeur ajoutée, l'essentiel des actions dispensées au courant de l'année 2012 a été axé sur des actions portant sur les thèmes de leadership, management et gestion d'équipe.

Au niveau de la volumétrie, il a été enregistré plus de 5 000 jours/homme formation.

Notons que dans le cadre du partenariat avec l'IFID, deux promotions ont déjà suivi les cycles dispensés par cette dernière. Le taux de réussite a été de 98 %.

Par ailleurs, un cursus de formation en partenariat avec l'Ecole Supérieure Privée des Sciences Appliquées et de Management (SESAM) portant sur les opérations bancaires avec l'étranger s'est soldé par un taux de réussite de 100%.

Dans le cadre de l'insertion des étudiants à la vie professionnelle, il a été enregistré 1820 mois de stages.

ACADÉMIE ATTIJARI : MISE EN ŒUVRE DE LA RÉFORME

Outre le lancement des cursus-métiers et les cycles d'immersion, il a été procédé en 2012 à la mise en œuvre de la réforme baptisée « Académie de demain ». Cette réforme vise le perfectionnement des capacités et des aptitudes, la maîtrise des techniques et l'acquisition des compétences requises dans les divers métiers de la banque. Elle s'appuie sur la refonte des programmes et des contenus conformément à des normes préalablement établies et approuvées par le conseil scientifique. S'agissant de l'arrêté des programmes, la démarche s'est axée sur la reconsidération des modules et la répartition pédagogique en fonction du métier et du niveau d'apprentissage. Quant à la reprise des contenus, la conception des nouveaux supports a été confiée à des formateurs internes sur la base de termes de références spécifiques et d'une charte graphique appropriée.

Leur validation a été prise en charge par les responsables de métiers. Par ailleurs, il a été décidé l'externalisation de certains modules qui nécessitent une expertise spécifique et ce, en les sous-traitant auprès de l'Académie des banques et des finances.

A côté des actions accomplies dans le cadre de la réforme précitée, il a été recouru à une nouvelle formule de formation à distance basée sur la scénarisation de l'apprentissage dispensée et sa mise à la disposition de la population cible via la plateforme e-learning. Cette formule qui présente l'avantage du coût et de la qualité est encore au stade d'expérimentation. Elle est appelée à se généraliser à une grande échelle pour en faire profiter la plupart des collaborateurs.

10. CONTRÔLE INTERNE & GESTION GLOBALE DES RISQUES

CONTRÔLE INTERNE 56

GESTION GLOBALE DES RISQUES 59

CONTRÔLE INTERNE

Le dispositif de contrôle interne de Attijari bank est fondé sur une vision qui répond aux meilleures pratiques à l'échelle internationale. Cette vision concilie les exigences réglementaires régissant ce dispositif, en particulier la circulaire BCT 2006-19 du 28 novembre 2006 et les objectifs tracés par les organes de gouvernance.

Le dispositif s'appuie sur :

- L'exploitation d'un global bancaire qui prend en charge toutes les opérations de la banque ;
- La mise en place d'un système comptable conforme à la Norme Comptable N° 21 ;
- La séparation entre contrôle permanent et contrôle périodique ;
- La formalisation des procédures de gestion avec une dissociation des tâches des différents intervenants ;
- La formation des collaborateurs concernés ;
- La diffusion d'une culture de contrôle auprès de l'ensemble des collaborateurs notamment à travers des actions de sensibilisation et d'encadrement.

ORGANISATION

Le dispositif du contrôle interne comprend un système de contrôle permanent et une structure de contrôle périodique ainsi que des comités qui assurent la supervision des activités entreprises dans ce cadre.

LE CONTRÔLE PERMANENT COMPREND 3 NIVEAUX

LE CONTRÔLE DE 1ER NIVEAU

Il s'agit d'un contrôle a priori qui s'effectue sur pièce. Il est immédiat, systématique et fait partie intégrante des procédures opérationnelles.

LE CONTRÔLE DE 2ÈME NIVEAU

Il s'agit d'un contrôle a posteriori, assuré par des contrôleurs indépendants des opérationnels. Ces derniers sont rattachés aux managers opérationnels. Leur rôle est de les assister dans la structuration et le maintien d'un dispositif de contrôle interne efficace. Ils sont chargés en outre, de l'application des instructions et normes de contrôle interne, particulièrement au niveau :

- de l'application de la méthodologie ;
- du respect du plan de contrôle ;
- de la formation et soutien des opérationnels ;
- et du suivi des remontées.

La surveillance permanente est complétée par :

- Des contrôles opérationnels implémentés dans les chaînes de traitements informatiques ;
- Des contrôles opérés par les autres structures fonctionnelles de la banque (GGR, Finance, Conseil juridique, Back Office, ...)

LE CONTRÔLE DE 3ÈME NIVEAU

C'est un contrôle assuré par une structure centrale chargée du Contrôle Interne. Sa mission consiste à :

- Assurer le pilotage global du dispositif du contrôle permanent et de s'assurer de son efficacité auprès de l'ensemble des structures de la banque ;
- Elaborer la méthodologie et les outils nécessaires à son application, établir un plan de contrôle annuel et suivre son exécution ;
- Coordonner entre les différentes entités, notamment en ce qui concerne l'échange d'informations et les missions transverses ;
- Mettre en place un suivi de la mise en œuvre des recommandations des différentes instances de la banque et des organes de contrôle internes ou externes ;
- Procéder à des reportings réguliers à la DG et aux différents comités.

LE CONTRÔLE PÉRIODIQUE « AUDIT GÉNÉRAL »

Dans le cadre de la refonte totale entamée depuis 2008 et consolidée durant les années qui ont suivi, l'Audit Général est un acteur incontournable dans l'environnement de contrôle de la banque et ses filiales. Il représente également un pilier de référence par rapport aux structures d'audit à l'échelle du groupe Attijariwafa bank.

Courant 2012, l'audit réseau a assuré une large couverture de l'ensemble des agences et centres d'affaires assortie d'une cotation pour le volet réalisations commerciales et une cotation pour le volet management des risques inhérents à l'activité bancaire.

Concomitamment aux travaux de l'audit réseau, les travaux d'audit des départements du siège et des filiales ont permis l'appréhension de certaines défaillances au niveau de trois filiales du groupe Attijari bank sur les deux plans métier et Système d'Information. Ils ont permis également d'assurer une démarche investigatrice sur les faiblesses juridiques, procédurales et au niveau du SI concernant un certain nombre de process et lignes métiers au sein de la banque en référence au plan d'intervention triennal 2010-2012.

Après avoir finalisé le module consacré à la notation des agences et des centres d'affaires, l'Audit Général a achevé en 2012 le module de notation des entités du siège. Ce système est basé sur une architecture pyramidale d'évaluation des process d'une entité individuellement et/ou collectivement pour les aspects couvrant le volume opératoire, l'organisation, les RH, le contrôle interne, la gestion des risques, le SI et la comptabilité.

Le contrôle à distance a pris de l'ampleur grâce à la qualité et la diversité des interventions. Il se positionne désormais comme entité à part entière dans la Direction Centrale d'Audit Général qui opère à partir du Système d'Information DELTA. L'équipe dédiée a entrepris la conception d'un guide et d'un manuel des procédures dans le domaine du contrôle à distance qui suscite intérêt et attention à l'échelle du groupe.

Le suivi de la mise en place des dispositions de la circulaire BCT sur le contrôle interne demeure un souci permanent pour l'Audit Général qui s'active dans la mise en œuvre des mesures prises par les différentes entités de la banque dans ce cadre.

Dans la perspective de moderniser l'Audit Général et de le doter des outils à hauteur de ses ambitions et qui au demeurant, répondent aux standards internationaux de la profession, plusieurs projets ont été arrêtés courant 2012 et notamment :

- Un système de notation des filiales du groupe Attijari bank ;
- Un outil de gestion administrative et logique des dossiers et des missions d'audit ;
- Un outil de requête informatisé sur le système d'information DELTA pour introduire les techniques AAO (Audit Assisté par Ordinateur).

La mise en place de ces projets est prévue pour l'année 2013.

LES COMITÉS

Trois comités veillent au bon fonctionnement du système de contrôle. Leur intervention en la matière permet d'évaluer le système et de relever les éventuels dysfonctionnements relatifs aux procédures et au traitement des opérations.

LE COMITÉ DE COORDINATION DE CONTRÔLE INTERNE

Il tient des réunions bimensuelles auxquelles assistent les responsables du Contrôle Permanent de second et troisième niveau.

Son rôle est d'assurer le suivi de la cartographie des points de contrôle. Il peut également vérifier l'application des recommandations consignées dans les rapports d'audit et des décisions prises en matière de contrôle interne par différentes instances : les commissaires aux comptes d'une part et les comités de contrôle interne et d'audit d'autre part.

LE COMITÉ DE CONTRÔLE INTERNE

Il est présidé par le Directeur Général et comprend les responsables du Contrôle Général et ceux concernés par l'ordre du jour. Il se réunit mensuellement pour étudier les recommandations formulées dans les rapports d'audit et la possibilité de leur application. Il assure également le suivi de l'application des dispositions de la circulaire BCT 2006-19 du 28 novembre 2006 relatives au système de contrôle interne.

DÉMARCHE ET OUTILS

La démarche adoptée lors de la mise en place du contrôle sur place au niveau des différentes entités de la banque a été engagée conformément aux étapes suivantes :

- Inventaire des différents process liés à l'activité concernée par le contrôle ;
- Recensement des contrôles automatiques programmés au niveau du SI ;
- Identification des points de contrôle de 1er niveau ;
- Définition des contrôles de 2ème niveau avec précision de la périodicité ainsi que les modalités pratiques de réalisation de ces contrôles ;
- Conception des fiches de remontée d'anomalies ;
- Optimisation de la coordination entre les différents niveaux de contrôle ;
- Mise à jour périodique des points de contrôle à la lumière des remontées des anomalies.

Les contrôles à distance s'effectuent sur la base de requêtes associées aux macro process. La démarche permet de fournir des informations pertinentes présentées d'une manière simple et uniforme en vue de faciliter leur exploitation par les utilisateurs.

Quant à l'approche par les risques, elle repose sur la définition des seuils par nature d'opération objet du contrôle, elle se résume comme suit :

- Localiser les informations présentant une importance significative, et ce, à travers le traitement des requêtes en provenance de la production informatique ;
- Orienter le contrôle vers les opérations ciblées et ce, compte tenu des indicateurs de risque par domaine d'opérations ;
- Assurer une traçabilité des dossiers contrôlés ;
- Mesurer le degré de couverture de l'activité de contrôle par domaine d'activité.

Dans le but d'assurer une meilleure couverture des risques d'exposition, conformément à la démarche énoncée ci-dessus, les outils suivants ont été développés et mis à la disposition des contrôleurs de 2ème niveau :

- La conception de guides de contrôles destinés aux contrôleurs permanents, définissant les procédures et les modalités pratiques de contrôle par domaine d'activité ;
- Le développement d'une application interactive en mode web permettant l'enregistrement et le suivi de la régularisation des anomalies dégagées par les différentes structures de la banque ;
- La mise en place de l'application CI-GRO qui permet d'une part de gérer automatiquement le cycle de vie des anomalies et d'autre part d'émettre des alertes par mailing à destination des contrôleurs de 1er niveau à chaque enregistrement ou modification des anomalies en question.

L'application citée ci-dessus en dernier lieu, assure en même temps une traçabilité des anomalies et une évaluation des pertes entrevues. Les différents utilisateurs de l'application sont identifiés et les niveaux d'habilitation sont définis en fonction du niveau de la nature de leur intervention.

REPORTING

Des reportings périodiques sont établis à partir de la base des anomalies. Ils comportent une répartition des constats par structure, process et points de contrôle.

Ces reportings renseignent également sur le taux de régularisation des anomalies dégagées ainsi que la description détaillée des principaux constats de la période.

Ils sont communiqués aux responsables des métiers et ce, à des fins d'information et de sensibilisation aux risques encourus. Ils sont soumis à la Direction Générale et aux différents comités concernés pour analyse et prise de mesures préventives.

GESTION GLOBALE DES RISQUES

D'après le rapport du FMI publié au mois de Janvier 2013, la croissance mondiale pour l'année pleine 2012 a été de 3,20%, soit une baisse de 18% par rapport à 2011 où elle s'établissait à 3,90% contre 5,10% en 2010. Selon la même source, ce sont principalement les pays émergents et en développement qui continuent à porter à la hausse la croissance mondiale puisqu'ils ont réalisé une croissance de 5,10% contre un taux de 1,30% pour les pays développés. Pour les années 2013 et 2014, le FMI prévoit une légère amélioration de la croissance mondiale respectivement à 3,50% et 4,10%.

Selon les dernières publications de l'Institut National des Statistiques Tunisien (INS), le Produit Intérieur Brut (PIB) a évolué au cours du quatrième trimestre de 4% par rapport au 31 décembre 2011. Ainsi, la croissance nationale a été de 3,6% par rapport à 2011.

Le taux d'inflation est passé de 5,10% à fin Janvier 2012 à 5,60% en Décembre 2012 soit une hausse de 9,80% sur l'année. La moyenne de l'inflation sur l'année pleine 2012 s'est établie à 5,6% contre une moyenne de 3,5% en 2011.

Quant au TMM et en termes de variation sur une année glissante, il s'est hissé de 25,95% en passant de 3,16% à fin Janvier 2011 à 3,98% au 31/12/2012. Sa moyenne sur l'année 2012, a été de 3,75% contre 4,03% à la même date en 2011, soit une détérioration de 6,89%.

Dans un contexte sociopolitique encore instable, conjugué à des prémices de reprises qui demeurent à confirmer, Attijari bank a maintenu son cap de gestion des risques de manière prudente, tout en restant à l'écoute du marché, aussi bien local qu'international, afin d'accompagner rapidement toute évolution favorable de la conjoncture et continuant à soutenir les entreprises évoluant dans les secteurs et marchés encore porteurs.

POLITIQUE DE PROVISIONNEMENT : CONFORMITÉ ET RIGUEUR

Les provisions sur engagements sont déterminées conformément aux normes prudentielles de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire BCT 91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par les textes subséquents.

CLASSIFICATION DES ENGAGEMENTS

Les engagements sont classés dans l'une des classes de risque suivantes :

CLASSE 0 : ACTIFS COURANTS

Actifs dont le recouvrement est assuré. Ils concernent les entreprises ou contrepartie ayant une situation financière équilibrée, une gestion et des perspectives d'activité satisfaisantes, un volume de concours financier compatible avec leurs activités et leurs capacités réelles de remboursement.

CLASSE 1 : ACTIFS NÉCESSITANT UN SUIVI PARTICULIER

Actifs dont le recouvrement est encore assuré. Ils concernent des entreprises ou contrepartie dont le secteur d'activité connaît des difficultés ou dont la situation financière se dégrade.

CLASSE 2 : ACTIFS INCERTAINS

Actifs dont le recouvrement dans les délais est incertain. Ils concernent des entreprises ou contrepartie ayant des difficultés, et qui, aux caractéristiques propres à la classe 1, s'ajoute l'une au moins de celles qui suivent :

- un volume de concours financier non compatible avec le volume d'activité ;
- l'absence de la mise à jour de la situation financière pour manque d'informations ;
- des problèmes de gestion et des litiges entre associés ;
- des difficultés techniques, commerciales ou d'approvisionnement ;
- la détérioration du cash-flow compromettant le remboursement des dettes dans les délais ;
- l'existence de retards de paiement du principal et/ou des intérêts entre 90 et 180 jours.

CLASSE 3 : ACTIFS PRÉOCCUPANTS

Actifs dont le recouvrement est menacé. Ils concernent des entreprises ou contrepartie signalant un degré de pertes éventuelles. Ces actifs se rapportent à des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 2 ou ayant des retards de paiement en principal ou en intérêts entre 180 et 360 jours.

CLASSE 4 : ACTIFS COMPROMIS

Actifs concernant des entreprises ou contrepartie présentant outre l'acuité du risque, les caractéristiques de la classe 3. Ils incluent également les actifs présentant un retard de paiement en principal ou en intérêts au-delà de 360 jours.

CLASSE 5 : ACTIFS CONTENTIEUX

Cette catégorie comprend les actifs transférés au contentieux nonobstant le retard de paiement des créances exigibles, la situation économique et financière de l'entreprise ou d'une contrepartie ainsi que celle du secteur.

Une première classification dite « classification automatique » est effectuée mensuellement par référence notamment à l'antériorité des impayés et l'antériorité du gel de compte. Cette classification est examinée dans le cadre d'un comité mensuel « comité des actifs classés». Ce comité est rattaché à la Direction Générale et se compose des différentes structures intervenantes: exploitation, gestion des risques, recouvrement amiable, recouvrement contentieux et direction financière. Il assure le suivi périodique de l'évolution des engagements et de la qualité du risque. Ses travaux peuvent aboutir soit au maintien, l'aggravation ou l'amélioration de la classe automatique.

TAUX DE PROVISION

Les taux de provision appliqués par la banque correspondent aux taux minimum par classe de risque tel que prévu par la circulaire BCT 91-24. Ces taux sont appliqués au risque net non couvert, soit le montant de l'engagement après déduction des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues.

Classe de risque	Taux de provision
Actifs incertains (Classe 2)	20%
Actifs préoccupants (Classe 3)	50%
Actifs compromis (Classe 4 et contentieux)	100%

PRISE EN COMPTE ET ÉVALUATION DES GARANTIES

Les garanties admises en couverture des engagements sont :

- les garanties reçues de l'Etat, des établissements de crédit, des compagnies d'assurances et des fonds de garantie ;
- les dépôts de garantie ou d'actifs financiers susceptibles d'être liquidés sans que leur valeur soit affectée;
- Les hypothèques dûment inscrites, portant sur des biens et ayant fait l'objet d'une évaluation récente.

Quoique non prévu dans la réglementation en vigueur et dans un souci de sécurité financière, la banque applique à partir de 2008 un système de décote systématique des garanties hypothécaires sur les relations de la classe 4 et les engagements contentieux supérieurs à 50 MDT. Les taux de décote sont détaillés comme suit en fonction de la durée de séjour en classe 4 ou au contentieux :

Durée de séjour	Taux de décote
Inférieur à 2 ans	20%
De 3 à 5 ans	30%
De 6 à 8 ans	50%
9 ans et plus	100%

LES PROVISIONS COLLECTIVES

Les garanties admises en couverture des engagements sont :

Conformément à la règlementation en vigueur, des provisions à caractère général dites « provisions collectives » sont constituées en couverture des engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe1).

Ces provisions sont calculées en appliquant les principes de la méthodologie référentielle prévue par la note BCT aux établissements de crédit 2012-08 du 02 mars 2012. Cette méthodologie prévoit :

- Le calcul d'un taux de migration moyen par secteur d'activité qui correspond aux risques additionnels de l'année N rapporté aux engagements 0 et 1 de l'année N-1. Les risques additionnels étant calculés à partir des aggravations de classe annuelles (Engagements 0 et 1 de l'année N-1 devenus classés 2-3-4 à la fin de l'année N).
- Le calcul d'un facteur scalaire par secteur d'activité qui correspond au rapport entre le taux des encours impayés et consolidation dans les engagements 0 et 1 de 2012 avec celui de 2011. Ce facteur scalaire a été ramené à 1 chaque fois où la formule prévue par la méthode référentielle donne un résultat inférieur.
- L'application des taux de provision minimum prévue par la méthodologie BCT pour chaque secteur d'activité :

Secteur d'activité	Taux de provisionnement minimum en %
Agriculture	20
Industries manufacturières	25
Autres industries	25
BTP	20
Tourisme	20
Promotion immobilière	15
Autres services	25
Commerce	25
Habitat	10
Consommation	20

11. ATTIJARI BANK : UN ACTEUR ÉCONOMIQUE RESPONSABLE

ATTIJARI BANK AU SERVICE DU SAVOIR ET DE L'ÉDUCATION 64

ATTIJARI BANK SOUTIENT LE TISSU ASSOCIATIF 64

ATTIJARI BANK CROIT AUX TALENTS DES JEUNES 65

ATTIJARI BANK, UNE BANQUE SOUCIEUSE DE L'ENVIRONNEMENT 65

Dans le cadre de son engagement vis-à-vis de son environnement et en tant qu'acteur économique responsable, Attijari bank a adopté une démarche axée sur la promotion du savoir et de l'éducation, ainsi que l'accompagnement et le soutien des jeunes. A ce même titre, elle est intervenue dans le domaine des énergies renouvelables.

Les actions mises en œuvre sont les suivantes :

ATTIJARI BANK AU SERVICE DU SAVOIR ET DE L'ÉDUCATION

Au niveau du savoir et de l'éducation, la banque a participé à la rénovation de l'école Bir Atig à Djebel Lahmar pour permettre ainsi aux jeunes écoliers de poursuivre leurs études dans de meilleures conditions. Cette action a suscité l'adhésion massive du personnel qui s'est impliqué moralement et financièrement.

ATTIJARI BANK SOUTIENT LE TISSU ASSOCIATIF

Au niveau de la société civile, la banque a apporté un soutien financier à plusieurs associations œuvrant dans le domaine de l'humanitaire pour les aider à accomplir leurs missions à l'instar de l'Association Tunisienne d'Aide aux Sourds qui a bénéficié d'une subvention pour l'acquisition d'un matériel médico-pédagogique.

Pour d'autres associations, la subvention servie est destinée à leur permettre de financer leurs activités courantes. Parmi elles, on cite l'Association « Farha » destinée aux non-voyants, l'Association « La Voix de l'Orphelin de Tunis », l'Association pour la Formation et l'Insertion des Handicapés « Ettadhamen ».

ATTIJARI BANK CROIT AUX TALENTS DES JEUNES

La banque a poursuivi sa stratégie qui a pour finalité le développement et l'enracinement de l'esprit entrepreneurial chez les jeunes diplômés tout en les encourageant à monter leurs propres affaires. C'est dans cette optique, que la banque en tant que partenaire et membre fondateur du programme **ENACTUS** Tunisie (Ex-SIFE Tunisia), a contribué à la création d'emplois et d'entreprises. Ce programme met en compétition des équipes d'étudiants de plusieurs facultés en vue de concevoir des projets avec la participation de chefs d'entreprises et de professionnels.

Dans la même perspective, Attijari bank a renouvelé la convention avec la **Pépinière d'entreprises de Kairouan** visant à accompagner et aider des jeunes promoteurs dans la création et le lancement de nouveaux projets.

ATTIJARI BANK, UNE BANQUE SOUCIEUSE DE L'ENVIRONNEMENT

Fort consciente du rôle qu'elle peut jouer dans la protection de l'environnement et dans le cadre de la politique nationale d'encouragement à l'utilisation de l'énergie renouvelable, la banque a procédé à la reconduction de la convention pour le financement du projet national **PROSOL II** avec l'Agence Nationale de Maitrise de l'Energie (ANME) et la Société Tunisienne de l'Electricité et du Gaz (STEG).

Cette convention consiste à encourager l'acquisition par les ménages de chauffe-eau solaires et l'installation des panneaux photovoltaïques au moyen de crédits assortis de conditions préférentielles remboursables à travers la facture STEG.

12. ÉTATS FINANCIERS

ÉTATS FINANCIERS INDIVIDUELS **68**

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS **72**

ÉTATS FINANCIERS INDIVIDUELS

BILAN

ARRETE AU 31 DECEMBRE 2012
(UNITE : milliers de Dinars)

		Notes	31/12/2012	31/12/2011	
	ACTIF				
AC 1 -	Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	**1**	191 208	184 871	**(*)**
AC 2 -	Créances sur les établissements bancaires et financiers	**2**	299 862	226 251	**(*)**
AC 3 -	Créances sur la clientèle	**3**	3 247 711	3 077 139	**(*)**
AC 4 -	Portefeuille titres commercial	**4**	327 977	299 244	
AC 5 -	Portefeuille d'investissement	**5**	70 900	62 412	
AC 6 -	Valeurs immobilisées	**6**	156 290	160 839	
AC 7 -	Autres actifs	**7**	145 972	158 329	**(*)**
	TOTAL ACTIF		**4 439 920**	**4 169 085**	
	PASSIF				
PA 1 -	Banque Centrale et CCP	**8**	226 208	290 815	
PA 2 -	Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	**9**	12 891	30 024	
PA 3 -	Dépôts et avoirs de la clientèle	**10**	3 591 232	3 316 480	**(*)**
PA 4 -	Emprunts et ressources spéciales	**11**	76 223	86 794	
PA 5 -	Autres passifs	**12**	131 619	96 937	**(*)**
	TOTAL PASSIF		**4 038 173**	**3 821 050**	
	CAPITAUX PROPRES				
CP 1 -	Capital		198 741	168 750	
CP 2 -	Réserves		142 988	84 931	
CP 4 -	Autres capitaux propres		3 646	87 315	
CP 5 -	Résultats reportés		725	(24 482)	
CP 6 -	Résultat de l'exercice		55 647	31 521	
	TOTAL CAPITAUX PROPRES	**13**	**401 747**	**348 035**	
	TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		**4 439 920**	**4 169 085**	

(*) Données retraitées pour besoin de comparabilité (Cf. notes aux états financiers –base de mesure et principes comptables pertinents appliqués - note 17).

ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

ARRETE AU 31 décembre 2012
(UNITE : milliers de Dinars)

		Notes	31/12/2012	31/12/2011
	PASSIFS EVENTUELS			
HB 1 -	Cautions, avals et autres garanties données		245 366	294 600
HB 2 -	Crédits documentaires		215 511	250 361
	TOTAL PASSIFS EVENTUELS	**14**	**460 877**	**544 961**
	ENGAGEMENTS DONNES			
HB 4 -	Engagements de financement donnés		79 963	140 340
HB 5 -	Engagements sur titres		38	38
	TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	**15**	**80 001**	**140 378**
	ENGAGEMENTS REÇUS			
HB 7 -	Garanties reçues		1 094 741	1 012 615
	TOTAL ENGAGEMENTS REÇUS	**16**	**1 094 741**	**1 012 615**

ÉTAT DE RESULTAT

PERIODE DU 01 JANVIER 2012 AU 31 DECEMBRE 2012
(UNITE : milliers de Dinars)

		Notes	Exercice 2012	Exercice 2011	
	PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE				
PR1 -	Intérêts et revenus assimilés	**17**	211 052	199 348	**(*)**
PR2 -	Commissions (en produits)	**18**	64 353	52 973	**(*)**
PR3 -	Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières	**19**	32 584	31 292	
PR4 -	Revenus du portefeuille d'investissement	**20**	6 562	5 732	
	TOTAL PRODUITS D' EXPLOITATION BANCAIRE		**314 551**	**289 345**	
	CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE				
CH1 -	Intérêts encourus et charges assimilées	**21**	(93 613)	(105 044)	**(*)**
CH2-	Commissions encourues		(3 461)	(2 883)	
	TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		**(97 074)**	**(107 927)**	
	PRODUIT NET BANCAIRE		**217 476**	**181 418**	
PR5 \ CH4	Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	**22**	(24 749)	(31 739)	
PR6 \ CH5	Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement		(475)	1 333	
PR7 -	Autres produits d'exploitation		2 884	2 430	
CH6 -	Frais de personnel	**23**	(71 347)	(65 805)	
CH7 -	Charges générales d'exploitation	**24**	(29 267)	(26 438)	**(*)**
CH8 -	Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations		(12 300)	(11 902)	
	RESULTAT D'EXPLOITATION		**82 222**	**49 297**	
PR8 \ CH9	Solde en gain / Perte provenant des autres éléments ordinaires		461	(307)	
CH11 -	Impôt sur les bénéfices		(27 035)	(17 469)	
	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES		**55 647**	**31 521**	
	RESULTAT DE LA PERIODE		**55 647**	**31 521**	
	Résultat par action de base (en DT)	**25**	**1,400**	**0,934**	

(*) Données retraitées pour besoin de comparabilité (Cf. notes aux états financiers – base de mesure et principes comptables pertinents appliqués - note 17).

ÉTAT DES FLUX DE TRESORERIE

PERIODE DU 01 JANVIER 2012 AU 31 DECEMBRE 2012
(UNITE : milliers de Dinars)

	Notes	Exercice 2012	Exercice 2011
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Produits d'exploitation bancaire encaissés (hors revenus du portefeuille d'investissement)		304 615	256 093
Charges d'exploitation bancaire décaissées		(97 521)	(107 857)
Dépôts / Retraits de dépôts auprès d'autres établissements bancaires et financiers		10 259	(18 035)
Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle		(212 131)	(466 262)
Dépôts / Retraits de dépôts de la clientèle		271 054	83 854
Titres de placement		(12 606)	27 750
Sommes versées au personnel et créditeurs divers		(100 151)	(60 523)
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		48 300	(58 172)
Impôt sur les bénéfices		(27 035)	(17 127)
Flux de trésorerie net affectés aux activités d'exploitation		**184 784**	**(360 279)**
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissements		6 343	6 036
Acquisitions / Cessions sur portefeuille d'investissement		(8 665)	(3 666)
Acquisitions / Cessions d'immobilisations		(5 476)	(29 797)
Flux de trésorerie net affectés aux activités d'investissement		**(7 798)**	**(27 427)**
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Augmentation de capital			
Emissions d'actions		89 974	0
Emissions / Remboursement d'emprunts		(80 000)	0
Augmentation / Diminution ressources spéciales		(9 929)	47 880
Dividendes et autres distributions		(5 962)	0
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement		**(5 917)**	**47 880**
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de l'exercice		171 069	(339 825)
Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice		(9 056)	330 769
LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES EN FIN D'EXERCICE	**26**	**162 013**	**(9 056)**

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

BILAN CONSOLIDÉ

ARRETE AU 31 DECEMBRE 2012
(UNITE : milliers de Dinars)

	Notes	31/12/2012	31/12/2011(*)
ACTIF			
Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	1	191 210	184 873
Créances sur les établissements bancaires et financiers	2	242 408	229 078
Créances sur la clientèle	3	3 576 861	3 265 506
Portefeuille-titres commercial	4	354 755	329 095
Portefeuille d'investissement	5	25 251	30 108
Titres mis en équivalence	6	2 030	2 030
Valeurs immobilisées	7	177 662	185 236
Goodwill		1 271	1 356
Autres actifs	8	159 709	174 220
Impôt différé Actif	9	1 491	1 559
TOTAL ACTIFS		**4 732 648**	**4 403 061**
PASSIFS			
Banque Centrale et CCP	10	226 208	290 815
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	11	12 582	31 840
Dépôts et avoirs de la clientèle	12	3 589 029	3 321 317
Emprunts et ressources spéciales	13	297 369	251 920
Autres passifs	14	161 529	125 158
TOTAL PASSIFS		**4 286 717**	**4 021 050**
INTERETS MINORITAIRES		**28 136**	**21 263**
CAPITAUX PROPRES			
Capital		198 741	168 750
Réserves		157 640	97 989
Actions propres		-	-
Autres capitaux propres		3 646	85 689
Résultats reportés		724	(24 483)
Résultat de l'exercice		57 044	32 803
TOTAL CAPITAUX PROPRES	15	**417 795**	**360 748**
TOTAL PASSIFS, INTERETS MINORITAIRES ET CAPITAUX PROPRES		**4 732 648**	**4 403 061**

(*) Données retraitées pour besoin de comparabilité (Cf. notes aux états financiers – base de mesure et principes comptables pertinents appliqués - note 17).

ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDÉ

ARRETE AU 31 décembre 2012
(UNITE : milliers de Dinars)

	Notes	Exercice 2012	Exercice 2011
PASSIFS EVENTUELS			
Cautions, avals et autres garanties données		245 366	294 600
Crédits documentaires		215 511	250 361
TOTAL PASSIFS EVENTUELS	**16**	**460 877**	**544 961**
ENGAGEMENTS DONNES			
Engagements de financement donnés		115 799	184 173
Engagements sur titres		38	38
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	**17**	**115 837**	**184 211**
ENGAGEMENTS REÇUS			
Engagements de financements reçus		1 542 941	1 373 600
TOTAL ENGAGEMENTS REÇUS	**18**	**1 542 941**	**1 373 600**

ÉTAT DE RESULTAT CONSOLIDÉ

ARRETE AU 31 DECEMBRE 2012
(UNITE : milliers de Dinars)

	Notes	Exercice 2012	Exercice 2011(*)
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE			
Intérêts et revenus assimilés	**19**	235 662	223 095
Commissions (en produits)	**20**	67 219	54 804
Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	**21**	32 503	27 674
Revenus du portefeuille d'investissement	**22**	2 657	2 933
TOTAL PRODUITS D' EXPLOITATION BANCAIRE		**338 041**	**308 506**
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE			
Intérêts courus et charges assimilées	**23**	(104 675)	(113 115)
Commissions encourues		(3 461)	(2 883)
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		**(108 136)**	**(115 998)**
PRODUIT NET BANCAIRE		**229 905**	**192 508**
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	**24**	(23 033)	(27 834)
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement		(300)	451
Autres produits d'exploitation	**25**	4 374	3 181
Frais de personnel	**26**	(77 633)	(71 785)
Charges générales d'exploitation	**27**	(30 536)	(29 328)
Dotations aux amortissements		(13 492)	(13 628)
RESULTAT D'EXPLOITATION		**89 285**	**53 565**
Quote-part dans les résultats des Sociétés mises en équivalence		3	(92)
Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires		948	1 911
Impôt sur les bénéfices		(30 593)	(20 419)
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES		**59 643**	**34 965**
Part de résultat revenant aux minoritaires		2 600	2 162
RESULTAT NET CONSOLIDE DE LA PERIODE		**57 043**	**32 803**
Solde en gain/perte provenant des autres éléments extraordinaire		1	-
Résultat après modifications comptables		**57 044**	**32 803**

ÉTAT DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDÉ

PERIODE DU 01 JANVIER 2012 AU 31 DECEMBRE 2012

(UNITE : milliers de Dinars)

	Notes	Exercice 2012	Exercice 2011(*)
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Produits d'exploitation bancaire encaissés (hors portefeuille d'investissement)		321 518	281 295
Charges d'exploitation bancaire décaissées		(102 429)	(183 133)
Dépôts / Retraits auprès d'autres établissements Bancaires et financiers		77 274	(16 333)
Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle		(348 992)	(507 841)
Dépôts / Retraits de dépôts de la clientèle		267 733	55 604
Titres de placement		(9 363)	34 428
Sommes versées au personnel et créditeurs divers		(102 330)	(81 478)
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		53 635	(2 088)
Impôt sur les bénéfices		(25 788)	(34 986)
Flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitation		**131 258**	**(454 532)**
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissements		3 530	2 612
Acquisition / Cessions sur portefeuille d'investissement		(365)	(13 164)
Acquisitions / Cessions sur immobilisations		(4 893)	(31 382)
Flux de trésorerie net affectés aux activités d'investissement		**(1 728)**	**(41 934)**
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Emission d'actions		89 974	-
Emission / Remboursement d'emprunts		(60 406)	71 665
Augmentation / Diminution ressources spéciales		26 497	91 794
Dividendes et autres distributions		(5 977)	(5 817)
Flux de trésorerie net provenant des activités de financements		**50 088**	**157 642**
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de l'exercice		179 618	(338 824)
Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice		(8 043)	330 781
LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES EN FIN D'EXERCICE	**29**	**171 575**	**(8 043)**

(*) Données retraitées pour besoin de comparabilité (Cf. notes aux états financiers –base de mesure et principes comptables pertinents appliqués - note 17).

13. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

RAPPORT GÉNÉRAL SUR LES ETATS FINANCIERS 77

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES 79

ECC MAZARS
Immeuble Mazars, Rue Lac Ghar El Melh
Les Berges du Lac 1053 Tunis
Tél +216 71 96 33 80 Fax +216 71 96 43 80
E-mail :mazars.tunisie@mazars.com.tn

CNF - Cabinet Neji Fethi
Société inscrite au tableau de l'OECT
5, Rue Suffetula Notre Dame
Mutuelleville - 1002 Tunis - Tunisie
Tél : 71 841 110 Fax : 71 841 160

Attijari bank,
RAPPORT GÉNÉRAL SUR LES ÉTATS FINANCIERS
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012

Mesdames, Messieurs les Actionnaires de Attijari bank,

En exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confié par votre assemblée générale du 29 Juin 2012, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur l'audit des états financiers de Attijari bank pour l'exercice clos le 31 Décembre 2012, tels qu'annexés au présent rapport et faisant apparaître un total du bilan de 4.439.920 mille dinars et un bénéfice net de 55.647 mille dinars, ainsi que sur les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi, la réglementation en vigueur et les normes professionnelles.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Attijari bank, comprenant le bilan arrêté au 31 Décembre 2012, ainsi que l'état des engagements hors bilan, l'état de résultat, l'état de flux de trésorerie et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION DANS L'ÉTABLISSEMENT ET LA PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

La direction de la banque est responsable de l'arrêté, de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément au système comptable des entreprises. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à cette évaluation, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.
Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

OPINION

A notre avis, les états financiers de Attijari bank, sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière de la banque au 31 Décembre 2012, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises en vigueur en Tunisie.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

• En application des dispositions de l'article 3 (nouveau) de la loi n° 94–117 du 14 novembre 1994, telle que modifiée par la loi n° 2005-96 du 18 octobre 2005 et des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, nous avons examiné le système de contrôle interne et les procédures administratives et comptables en vigueur à la date de notre intervention. Sur la base des travaux effectués conformément aux normes professionnelles appliquées en la matière, nous n'avons pas relevé d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers, telle qu'exprimée ci-dessus.

• Conformément aux dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, nous avons également procédé à l'examen de la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations d'ordre comptable, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration. Les informations contenues dans ce rapport n'appellent pas, de notre part, des remarques particulières.

• Par ailleurs et en application des dispositions de l'article 19 du décret N° 2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications nécessaires et nous n'avons pas d'observations à formuler sur la conformité de la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par la Banque à la réglementation en vigueur.

Tunis, le 30 avril 2013

Les Commissaires aux Comptes

ECC MAZARS
Mohamed Ali ELAOUANI CHERIF

CNF – Cabinet Neji Fethi
Fethi NEJI

ECC MAZARS
Immeuble Mazars, Rue Lac Ghar El Melh
Les Berges du Lac 1053 Tunis
Tél +216 71 96 33 80 Fax +216 71 96 43 80
E-mail :mazars.tunisie@mazars.com.tn

CNF - Cabinet Neji Fethi
Société inscrite au tableau de l'OECT
5 Rue Suffetula Notre Dame
Mutuelle ville - 1002 Tunis - Tunisie
Tél : 71 841 160 Fax : 71 841 160

Attijari bank,
RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012

Mesdames, Messieurs les Actionnaires de Attijari bank,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre banque et en application des dispositions de l'article 29 de la loi n° 2001-65 relative aux établissements de crédit telle que modifiée et complétée par la loi n° 2006-19 du 2 mai 2006, l'article 200 et suivants et l'article 475 du code des sociétés commerciales, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

A. OPÉRATIONS RÉALISÉES RELATIVES À DES CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE

- Attijari Intermédiation

Attijari bank a signé le 27/12/2012 une convention de tenue de comptes en valeurs mobilières avec sa filiale Attijari Intermédiation détenue à hauteur de 99.99%, ayant pour objet la tenue du registre des actionnaires de la valeur Attijari bank et des droits y rattachés conformément à la règlementation du conseil du marché financier.

Pour la réalisation de ces prestations, les honoraires de Attijari Intermédiation sont fixés forfaitairement à 7 KDT à régler au début de chaque année. Cette convention n'a pas produit des effets courant 2012.

- Wafasalaf

Attijari bank Tunisie a conclu le 9 Mai 2012 une convention avec Wafasalaf (avec laquelle votre banque a des administrateurs communs) ayant pour objet la mise à disposition à la banque du savoir faire, de l'assistance technique, du conseil et tout autre service relatif au fonctionnement interne en matière notamment d'optimisation du processus d'octroi des crédits, la mise en place d'une plateforme de recouvrement, le pilotage, le suivi et le contrôle des risques.

En vertu de la convention d'assistance technique conclue le 9 Mai 2012 entre Attijari bank Tunisie et Wafasalaf , cette dernière met à la disposition de Attijari bank Tunisie le savoir faire, l'assistance technique et le conseil et tout autre service relatif au fonctionnement interne de Attijari bank en matière d'optimisation du processus d'octroi des crédits, la mise en place d'une plateforme de recouvrement, le pilotage, le suivi et le contrôle des risques.

En contrepartie des prestations fournies, Attijari bank s'engage à verser une rémunération calculée en fonction du temps passé et du niveau de responsabilité et de qualification professionnelle du personnel proposé. Une refacturation sera opérée pour les frais engagés par Wafasalaf au titre des frais de transport et des « per diem ». La facturation se fera mensuellement à termes échus. Le prix de référence des honoraires est fixé à 400 Euro par jour.

La charge comptabilisée par la banque au titre de l'exercice 2012 est de 56 KDT.

B. OPÉRATIONS RÉALISÉES RELATIVES À DES CONVENTIONS ANTÉRIEURES :

Nous vous informons que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice:

- Attijariwafa bank

Dans le cadre de la convention conclue entre Attijari bank et Attijariwafa bank telle qu'autorisée par le conseil d'administration du 05/03/2007 et modifiée par la décision du conseil d'administration du 06/06/2008, la charge constatée par Attijari bank en contrepartie des services d'assistance technique et de conseil fournis par Attijariwafa bank au cours de l'exercice 2012 s'élève à 1 420 KDT. Le montant qui figure au passif de la banque au 31/12/2012 s'élève à 5 053 KDT.

- Attijari Leasing

Dans le cadre de la convention conclue avec Attijari Leasing (dans laquelle Attijari bank détient 65.17%), la banque a fourni au cours de l'exercice 2012, des services d'assistance liés à la commercialisation des produits de Attijari Leasing à travers le réseau commercial de la banque et a perçu au titre de l'exercice 2012 des produits à hauteur de 63 KDT.

- Attijari Intermédiation

Une convention a été signée le 29 décembre 2006 entre Attijari bank et Attijari Intermédiation (dans laquelle Attijari bank détient 99.99%) prévoyant la conversion d'une partie du compte courant associé en titres participatifs à hauteur de 3 500 KDT. Ces titres participatifs porteront intérêts aux taux suivants :

1. Taux d'intérêt fixe de 1% brut l'an à compter de la date de jouissance. Ce taux sera égal à TMM+1% à partir de la date de reconstitution des fonds propres de Attijari Intermédiation selon les normes applicables aux intermédiaires en bourse ;
   Les intérêts sont calculés sur la valeur nominale de chaque titre participatif et sont payés annuellement à terme échu.

2. Une rémunération variable égale à 10% de la partie des bénéfices supérieurs à 250 KDT. Cette rémunération sera calculée sur le bénéfice net après impôt et provisions dans un délai d'un mois à partir de la date de l'assemblée générale ordinaire ayant statué sur les comptes de l'émetteur.

Les intérêts comptabilisés courant 2012 sont de 195 KDT.

- Attijari Immobilière

Attijari immobilière (dans laquelle Attijari bank détient 99.98%) assure la gestion de certains immeubles, propriétés de Attijari bank. Les commissions perçues au titre de l'exercice 2012 s'élèvent à 216 KDT.

- Attijari Sicar

Dans la cadre de la convention de gestion de fonds à capital risque conclue le 24/03/1998 avec la société Attijari Sicar (dans laquelle Attijari bank détient 70.23%), cette dernière perçoit annuellement une rémunération de 1% payée sur l'ensemble des fonds gérés. L'encours au 31 décembre 2012 des fonds gérés s'élève à 5 314 KDT et la commission de gestion s'établit à 53 KDT.

- Les SICAV

Dans le cadre des conventions conclues entre Attijari bank et Attijari Valeurs SICAV, Attijari Placement SICAV et Attijari Obligataire SICAV, la banque assure les fonctions de dépositaire pour leurs comptes et a perçu au titre de l'exercice 2012 en contrepartie de ces prestations des commissions de l'ordre de 319 KDT.

- Générale Tunisienne de l'Informatique (GTI)

Dans le cadre de la convention cadre conclue le 31/05/2010 entre la banque et la GTI (dans laquelle Attijari bank détient 66.25%), cette dernière a facturé à la banque 1 168 KDT au titre des services d'assistance informatique effectués courant 2012.

• Attijari Recouvrement

1. Par acte signé courant 2009, la société Attijari recouvrement a procédé à la rétrocession des créances financées par le FONAPRAM, le FOPRODI et la BIRD à Attijari bank. Le même acte prévoit une rémunération au profit de Attijari Recouvrement égale à 5% des montants recouvrés. Le montant facturé à ce titre par Attijari Recouvrement au cours de l'exercice 2012 s'élève à 13 KDT.

2. Attijari bank loue un local à usage de bureau auprès de Attijari Recouvrement. Le loyer perçu par la société courant l'exercice 2012 s'élève à 28 KDT.

• Attijariwafa bank Europe

En vertu de la convention conclue le 1er Mars 2010 et modifiée le 19 Mars 2012 entre Attijari bank Tunisie et Attijariwafa bank Europe (avec laquelle votre banque a des administrateurs communs), telle qu'autorisée par le conseil d'administration du 5 juin 2012, cette dernière assure à travers son réseau d'agences le rôle de relais entre Attijari bank Tunisie et les clients tunisiens résidant en Europe en matière d'information, de présentation de l'offre bancaire et l'intermédiation dans la distribution des produits et services. Ces services sont rémunérés par une commission intitulée « commission d'activité TRE » basée sur une tarification unitaire des prestations de services fournies. Cette commission est négociée annuellement entre les deux parties.

La charge comptabilisée par la banque au titre de l'exercice 2012 s'élève à 413 KDT et le montant qui figure au passif de la banque au 31/12/2012 s'élève à 1 226 KDT.

• Autres Conventions

Attijari bank affecte au profit de la Générale Tunisienne d'Informatique (GTI), Attijari Immobilière, Attijari Gestion, Générale Immobilière du Sud (GIS), Attijari Intermédiation, Attijari Leasing, Attijari Recouvrement et Attijari Sicar certains cadres salariés. Les décisions de détachement prévoient que les montants facturés par la banque correspondent aux charges salariales supportées. Les montants facturés au titre de l'exercice 2012 se détaillent comme suit :

Fililales	**Montant**
GTI	**25**
Attijari Immobilière	**253**
Attijari Gestion	**159**
GIS	**92**
Attijari Intermédiation	**63**
Attijari Leasing	**482**
Attijari Recouvrement	**381**
Attijari Sicar	**244**
TOTAL	**1 700**

C. OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DE LA SOCIÉTÉ ENVERS LES DIRIGEANTS

Les obligations et engagements envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 nouveau II 5 du code des sociétés commerciales se présentent comme suit :

• La rémunération et avantages accordés au Président du Conseil d'Administration sont fixés par décision du comité de rémunération issu du Conseil d'Administration en date du 08/03/2007. Cette rémunération est détaillée dans le tableau ci-après. Par ailleurs, le Président du Conseil d'Administration bénéficie d'une voiture de fonction et de la prise en charge des frais de téléphone.

• La rémunération et avantages accordés au Directeur Général sont fixés par décision du comité de rémunération issu du Conseil d'Administration en date du 30/01/2012. La rémunération est composée d'une indemnité fixe et d'un bonus annuel selon la réalisation des objectifs. Par ailleurs, le Directeur Général bénéficie d'une voiture de fonction avec la prise en charge des frais d'utilité et de la prise en charge des frais de téléphone, des frais de scolarité, des frais de logement et de billets d'avions.

• La rémunération du Directeur Général Adjoint est fixée par le comité de rémunération issu du Conseil d'Administration en date du 30/01/2012. Cette rémunération se compose d'une indemnité fixe et d'un bonus annuel selon la réalisation des objectifs. Par ailleurs, le Directeur Général Adjoint bénéficie d'une voiture de fonction avec la prise en charge des frais d'utilité et de la prise en charge des frais de logement et de billets d'avions.

Le Conseil d'Administration du 14/12/2012 a décidé de mettre fin à la mission du Directeur Général Adjoint au sein de Attijari bank. Ce dernier a perçu au moment de son départ son solde de tout compte correspondant aux congés non consommés.

D'un autre côté, le Conseil d'Administration du 14/12/2012 a nommé deux nouveaux DGA. Aucune rémunération ne leur a été servie au titre de l'exercice 2012.

• Les membres du Conseil d'Administration et les membres du Comité Permanent d'Audit sont rémunérés par des jetons de présence proposés annuellement par le Conseil d'Administration et soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

• Les obligations et engagements de Attijari bank envers ses dirigeants tels qu'ils ressortent des états financiers pour l'exercice clos le 31 Décembre 2012 (charges sociales comprises), se présentent comme suit (en dinars) :

	Président du Conseil d'Administration		Directeur Général		Directeur Général Adjoint		Membres du CA et du Comité Permanent d'Audit	
	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/12	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/12	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/12	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/12
Avantages à court terme	305 574	378	586 405	20 773	355 824	62 939	24 750	0
Avantages postérieurs à l'emploi	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres avantages à long terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Indemnités de fin de contrat de travail	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements en actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	**305 574**	**378**	**586 405**	**20 773**	**355 824**	**62 939**	**24 750**	**0**

Par ailleurs et en dehors de ces opérations, nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune autre convention conclue au cours de l'exercice, et nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres opérations rentrant dans le cadre des dispositions de l'article 29 de la loi n°2001-65 relative aux établissements de crédit, telle que modifiée et complétée par la loi n°2006-19 du 2 Mai 2006, de l'article 200 et suivants et l'article 475 du Code des Sociétés Commerciales.

Tunis, le 30 avril 2013

Les Commissaires aux Comptes

ECC MAZARS
Mohamed Ali ELAOUANI CHERIF

CNF – Cabinet Neji Fethi
Fethi NEJI

14. RÉSOLUTIONS ADOPTÉES

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 84

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE TENUE LE 27/06/2013 STATUANT SUR L'EXERCICE COMPTABLE 2012

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion et du rapport de gestion consolidé du Conseil d'Administration relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2012, approuve lesdits rapports tels qu'ils ont été présentés.

Cette résolution, mise en vote, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des co-commissaires aux comptes sur les conventions réglementées conclues au cours de l'exercice 2012, approuve les conventions mentionnées.

Cette résolution, mise en vote, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après examen des états financiers individuels et consolidés relatifs à l'exercice clos le 31/12/2012, et après lecture des rapports des Co-commissaires aux comptes, approuve lesdits états financiers individuels ainsi que les états financiers consolidés.

Cette résolution, mise en vote, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, décide de donner quitus entier, définitif et sans réserves aux administrateurs au titre de leur gestion de l'exercice 2012.

Cette résolution, mise en vote, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, prend acte du résultat bénéficiaire, dégagé au titre de l'exercice 2012 à hauteur de 55 647 Mille dinars (Cinquante cinq millions six cent quarante sept mille dinars), et décide de l'affecter comme suit :

(Montants en milliers de Dinars)

Bénéfice de l'exercice	55 647 436,469
Report à nouveau	723 558,822
Résultat à répartir	56 370 995,291
Réserves légales	2 818 549,765
Dividendes	53 262 708,600
Report à nouveau	289 736,926

L'Assemblée Générale Ordinaire délègue au conseil d'administration les modalités et la date exacte du paiement des dividendes.

Cette résolution, mise en vote, est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire sur proposition du conseil d'administration, fixe la somme de Six Mille Dinars (6.000 TND) - un montant annuel global et brut des jetons de présence aux réunions du conseil d'administration - à allouer à chaque membre du conseil d'administration pour l'exercice 2012.

Les membres des comités règlementaires percevront en outre une somme annuelle brute et globale de Six Mille Dinars (6.000 TND) en rémunération de leurs travaux au sein des réunions desdits comités au cours de l'exercice 2012.

Cette résolution, mise en vote, est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir été informée de la fin du 2ème mandat du commissaire aux comptes, le cabinet Fethi NEJI (CNF), et compte tenu de la proposition du conseil d'administration, décide de nommer le cabinet MTBF – Membre de Price Waterhouse Coopers, en tant que 2ème commissaire aux comptes pour une durée de trois (03) ans pour les exercices 2013, 2014 et 2015.

Cette résolution, mise en vote, est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, donne pouvoir au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer partout où besoin sera, tous dépôts, publications et autres formalités prévues par la loi.

Cette résolution, mise en vote, est adoptée à l'unanimité.

RAPPORT ANNUEL

RAPPORT ANNUEL

RAPPORT ANNUEL
2012